

**PJ N°6 - Justification du respect des prescriptions générales  
applicables à l'installation**

Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 1
A1807.142		

## SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>TABLEAU D'ANALYSE DE CONFORMITE .....</b>	<b>3</b>
1.1	RUBRIQUES 1510 - 1530 – 1532 – 2662 - 2663 .....	3
1.2	RUBRIQUE 1511 .....	47
<b>2</b>	<b>EAUX PLUVIALES .....</b>	<b>85</b>
2.1	DIMENSIONNEMENT DU BASSIN TAMPON DE REGULATION DES EAUX PLUVIALES .....	85
2.2	PRE - DIMENSIONNEMENT DES SEPARATEURS A HYDROCARBURES.....	86
<b>3</b>	<b>ETUDE FLUMILOG .....</b>	<b>89</b>
3.1	OUTIL DE MODELISATION .....	89
3.2	DONNEES D'ENTREE .....	90
3.2.1	Conditions de stockage .....	90
3.2.2	Structure des cellules .....	91
3.3	RESULTATS.....	92
3.3.1	Incendie cellule unique .....	93
3.3.2	2 cellules.....	96
<b>4</b>	<b>NOTE DE CALCUL D9 ET D9A .....</b>	<b>97</b>
4.1	BESOINS EN EAUX.....	97
4.2	RETENTION DES EAUX INCENDIE .....	100
<b>5</b>	<b>RISQUE Foudre .....</b>	<b>101</b>
5.1	ANALYSE DU RISQUE Foudre.....	101
5.2	ETUDE TECHNIQUE .....	102
<b>6</b>	<b>PLAN DE MASSE.....</b>	<b>103</b>
<b>7</b>	<b>IMPLANTATION DES MURS REI120, PORTES EI120 ET PLAFONDS EI120.....</b>	<b>104</b>
<b>8</b>	<b>PLAN DES CANTONS DE DESENFUMAGE.....</b>	<b>105</b>
<b>9</b>	<b>RESEAU SSI .....</b>	<b>106</b>
<b>10</b>	<b>IMPLANTATION DES RIA (VUE 3D) .....</b>	<b>107</b>

# 1 TABLEAU D'ANALYSE DE CONFORMITE

## 1.1 RUBRIQUES 1510 - 1530 – 1532 – 2662 - 2663

L'arrêté ministériel de prescriptions générales applicable est l'arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le tableau justificatif de la conformité de l'installation à l'annexe II (installations nouvelles) de l'arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement figure pages suivantes.

Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 3
A1807.142		

Arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement		Justification de la conformité du site
<b>1. Dispositions générales</b>		
<b>1.1. Conformité de l'installation</b>		
L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et documents joints au dossier de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation.		<b>Aucune</b>
<b>1.2. Contenu du dossier L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants :</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>– une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne;</li> <li>– ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation;</li> <li>– l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant;</li> <li>– la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation;</li> <li>– les différents documents prévus par le présent arrêté.</li> </ul> Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.		<b>Aucune</b>
<b>1.3. Intégration dans le paysage</b>		
L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté et exempts de sources potentielles d'incendie. Des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible. Pour l'entretien des surfaces extérieures de son site (parkings, espaces verts, voies de circulation...), l'exploitant met en œuvre des bonnes pratiques, notamment en ce qui concerne le désherbage.		<b>Aucune</b>
<b>1.4. Etat des matières stockées</b>		
L'exploitant tient à jour un état des matières stockées. L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail. Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.		<b>Justifications :</b> L'exploitant devra tenir à jour l'état et la nature de ses stocks. L'exploitant n'envisage pas de stocker des matières dangereuses.
<b>1.5. Dispositions en cas d'incendie</b>		

Arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	Justification de la conformité du site
En cas de sinistre, l'exploitant réalise un diagnostic de l'impact environnemental et sanitaire de celui-ci en application des guides établis par le ministère chargé de l'environnement dans le domaine de la gestion du post- accidentelle. Il réalise notamment des prélèvements dans l'air, dans les sols et le cas échéant les points d'eau environnants, afin d'estimer les conséquences de l'incendie en termes de pollution. Le préfet peut prescrire, d'urgence, tout complément utile aux prélèvements réalisés par l'exploitant.	<b>Aucune.</b>
<b>1.6. Eau</b>	
1.6.1. Plan des réseaux	
<p>Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation;</li> <li>– les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.);</li> <li>– les secteurs collectés et les réseaux associés;</li> <li>– les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.);</li> <li>– les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li> </ul>	Voir plan des réseaux EP et EU, en PJ n°3
1.6.2. Entretien et surveillance	
<p>Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches (sauf en ce qui concerne les eaux pluviales), et à résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.</p> <p>Par ailleurs, un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de produits non compatibles avec la potabilité de l'eau dans les réseaux d'eau publique ou dans les nappes souterraines.</p> <p>Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles</p>	<p><b>Justifications :</b> Il s'agit de stockages et il n'y a pas de rejets d'eaux industrielles</p> <p>Les eaux de lavage qui pourraient être concernées sont récupérées et évacuées par un prestataire de service.</p>

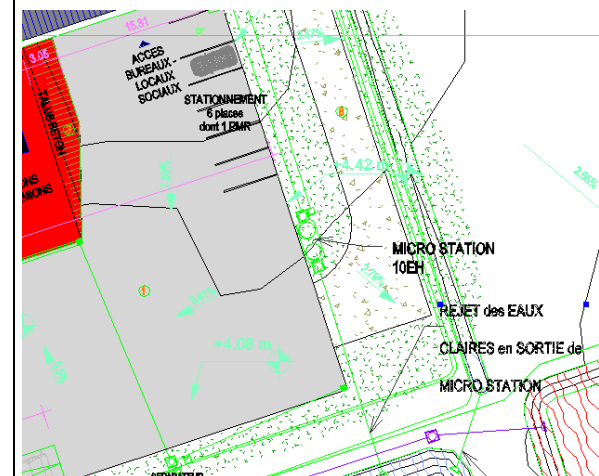
Arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	Justification de la conformité du site
<p align="center"><b>1.6.3. Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets</b></p> <p>Les effluents rejetés sont exempts:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– de matières flottantes;</li> <li>– de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes;</li> <li>– de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières décomposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.</li> </ul>	<p align="center"><b>Il n'y a pas d'autres effluents que les eaux de pluie et les eaux domestiques</b></p>
<p align="center"><b>1.6.4. Eaux pluviales</b></p> <p>Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles.</p> <p>Les eaux pluviales susvisées rejetées respectent les conditions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– pH compris entre 5,5 et 8,5;</li> <li>– la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur;</li> <li>– l'effluent ne dégage aucune odeur;</li> <li>– teneur en matières en suspension inférieure à 100 mg/l;</li> <li>– teneur en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l;</li> <li>– teneur chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 300 mg/l;</li> <li>– teneur biochimique en oxygène sur effluent non décanté (DBO5) inférieure à 100 mg/l.</li> </ul> <p>Lorsque le ruissellement sur l'ensemble des surfaces (toitures, aires de parking, etc.) de l'entrepôt, en cas de pluie correspondant au maximal décennal de précipitations, est susceptible de générer un débit à la sortie des ouvrages de traitement de ces eaux supérieur à 10 % du QMNA5 du milieu récepteur, l'exploitant met en place un ouvrage de collecte afin de respecter, en cas de précipitations décennales, un débit inférieur à 10 % de ce QMNA5.</p>	<p>Les eaux de toiture sont collectées dans un réseau EP dédié, puis se versent dans un bassin tampon de 700 m<sup>3</sup>, situé au Sud du projet.</p> <p>Les eaux de surface des voiries de l'extension, sont récupérées par 2 réseaux EPv disincts :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Un réseau de collecte EPv débute au Nord Est du bâtiment. Il récolte les eaux de voiries du Nord et de l'Ouest du bâtiment puis gagne le bassin tampon de 700 m<sup>3</sup>, situé au Sud du bâtiment, après traitement par un séparateur hydrocarbures (40 L/s) situé vers l'angle Nord-Ouest de ce bassin.</li> <li>• Un autre réseau collecte les eaux de voiries du Sud du bâtiment, puis gagne le bassin tampon, après traitement par un séparateur hydrocarbures de 15 L/s situé vers l'angle Nord-Est de ce bassin.</li> </ul> <p>Le point de rejet dans le bassin tampon est commun à ces 2 réseaux. Il est situé au Nord et au centre du bassin.</p>

<p align="center"><i>Enregistrement</i></p>	<p align="center"><i>SECURIT Ingénierie</i> 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne</p>	<p align="center"><i>Page 6</i></p>
<p align="center"><i>A1807.142</i></p>		

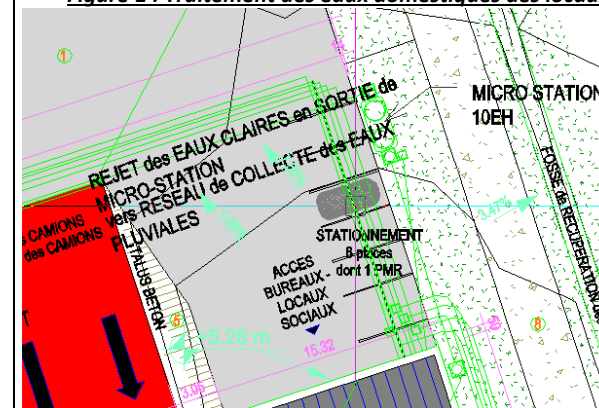
Arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	Justification de la conformité du site
En cas de rejet dans un ouvrage collectif de collecte, le débit maximal et les valeurs limites de rejet sont fixés par convention entre l'exploitant et le gestionnaire de l'ouvrage de collecte.	<p>Le bassin est dimensionné sur la base d'un débit de fuite respectant le schéma d'assainissement de la ZAC (soit 10 L/s/ha) avec comme hypothèse une pluie centennale de durée de 6h à 24 h. Le débit de fuite retenu sera de 21 l/s.</p> <p>Le milieu récepteur est le fossé Sud relié à La Seine.  <b>La note justifiant le bon dimensionnement des séparateurs prévus est présentée au § 2 page 85.</b>  L'exploitant procédera au contrôle périodique de ces rejets.</p>
<b>1.6.5. Eaux domestiques</b>	
Les eaux domestiques sont collectées de manière séparative. Elles sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur sur la commune d'implantation du site.	Les eaux domestiques seront traitées par 2 microstations d'épuration de 10 EH. Les rejets dans le milieu naturel devront se conformer à l'arrêté du 7 septembre 2009 qui fixe les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif de moins de 20 EH (DBO5<1,2 kg/j). Une microstation est associée aux locaux situés au Sud et une autre est associée aux locaux situés au Nord. Celle du Sud a directement pour exutoire le bassin tampon, et celle du Nord, le réseau EPV décrit plus haut.

Arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Justification de la conformité du site



**Figure 1 : Traitement des eaux domestiques des locaux Sud**



**Figure 2 : Traitement des eaux domestiques des locaux Nord**

### 1.7. Déchets

Enregistrement

A1807.142

SECURIT Ingénierie  
1690 rue Aristide Briand – BP 62  
76650 Petit Couronne

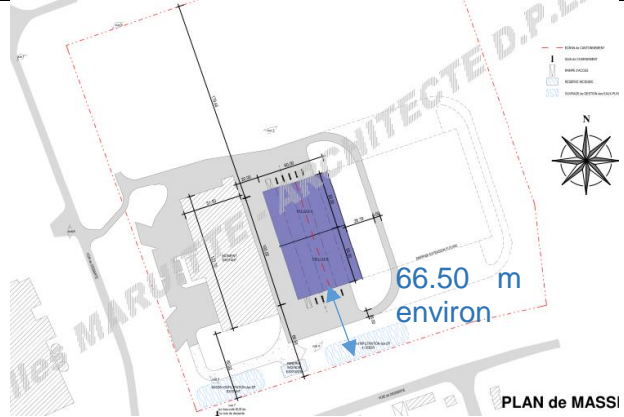
Page 8




Arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	Justification de la conformité du site
1.7.1. Généralités	
<p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres;</li> <li>– trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication;</li> <li>– s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique;</li> <li>– s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.</li> </ul>	<p><b>Justification : Dispositions mises en place</b></p> <p>Chaque locataire sera responsable de la gestion de ses déchets (Tri, recyclage, traitement par filière appropriée).</p> <p>Les boues issues des séparateurs à hydrocarbures seront envoyées dans un centre de traitement adapté. C'est la société Dufour E qui en aura la gestion.</p>
1.7.2. Stockage des déchets	
<p>Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur gestion dans les filières adaptées, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>Les stockages temporaires, avant gestion des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques.</p>	<p>Aucun déchet particulièrement dangereux ne sera généré par l'activité. Il s'agira de de palettes bois (03 01 03), emballages plastiques (15 01 02), emballages cartons (15 01 01), DIB en mélange (15 01 06), ordures ménagères (20 01 08) et boues de séparateurs hydrocarbures (15 05 02)</p> <p>Aucune justification demandée</p>
1.7.3. Gestion des déchets	
<p>Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont stockés définitivement dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. L'exploitant est en mesure de justifier la gestion adaptée de ces déchets sur demande de l'inspection des installations classées. Il met en place un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ses activités. Tout brûlage à l'air libre est interdit.</p>	<p>Les déchets dangereux seront par exemple : des tubes fluorescents usagés, du matériel informatique et électronique défectueux ou obsolète, des cartouches (imprimantes, photocopieurs) issus des bureaux, et les boues des séparateurs hydrocarbures (15 05 02).</p> <p>Les locataires seront responsables de leur tri et de leur récupération par les filières adaptées à l'exception des boues des séparateurs. Dufour E s'assurera de la bonne gestion des déchets par les locataires.</p>

Arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	Justification de la conformité du site
<b>1.8. Dispositions générales pour les installations soumises à déclaration</b>	
Sans préjudice des dispositions du code de l'environnement, les installations soumises à déclaration respectent les dispositions suivantes :	Non concerné
<b>1.8.1. Contrôle périodique</b>	
L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions de la présente annexe, lorsqu'elles lui sont applicables. Ils sont listés en annexe III du présent arrêté. Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans l'annexe III par la mention: «le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure». L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au présent point 1.2. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.	
<b>1.8.2. Modifications</b>	
Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle déclaration en application de l'article R. 512-54.	
<b>1.8.3. Contenu de la déclaration</b>	
La déclaration précise les mesures prises relatives aux conditions d'utilisation, d'épuration et d'évacuation des eaux résiduelles et des émanations de toutes natures ainsi que d'élimination des déchets et résidus en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.	
<b>1.8.4. Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle</b>	
L'exploitant d'une installation est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.	

Arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	Justification de la conformité du site
Un registre rassemblant l'ensemble des déclarations faites au titre du présent article est tenu à jour et mis, sur demande, à la disposition de l'inspecteur des installations classées.	
1.8.5. Changement d'exploitant	
Lorsque l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les noms, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.	
1.8.6. Cessation d'activité	
Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt au moins un mois avant celui-ci. La notification de l'exploitant indique notamment les mesures de mise en sécurité du site et de remise en état prévues ou réalisées.	
2. Règles d'implantation	
<p>I. – Pour les installations soumises à enregistrement ou à autorisation, les parois extérieures de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– des constructions à usage d'habitation, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des zones destinées à l'habitation, à l'exclusion des installations connexes à l'entrepôt, et des voies de circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets létaux en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 5 kW/m<sup>2</sup>);</li> <li>– des immeubles de grande hauteur, des établissements recevant du public (ERP) autres que les guichets de dépôt et de retrait des marchandises conformes aux dispositions du point 4. de la présente annexe sans préjudice du respect de la réglementation en matière d'ERP, des voies ferrées ouvertes au trafic de voyageurs, des voies d'eau ou bassins exceptés les bassins de rétention ou d'infiltration d'eaux pluviales et de réserve d'eau incendie, et des voies routières à grande circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets irréversibles en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 3 kW/m<sup>2</sup>),</li> </ul>	<p>Le site est implanté en ZI. Il n'y a pas d'habitation ni d'immeuble de grande hauteur à proximité.</p> <p>La hauteur du bâtiment est de 12.30 m à l'acrotère et les parois du bâtiment sont à minima à 66 m de l'enceinte du site.</p> <p>Voir plans 1/2500<sup>ème</sup> et 1/500<sup>ème</sup> en PJ2 et PJ3 du présent dossier d'enregistrement.</p>

Arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	Justification de la conformité du site
<p>Les distances sont au minimum soit celles <b>calculées pour chaque cellule en feu prise individuellement</b> par la méthode FLUMILOG (référéncée dans le document de l'INERIS «Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt», partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Les parois extérieures de l'entrepôt ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert, sont implantées <b>à une distance au moins égale à 20 mètres</b> de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les <b>effets létaux</b> (seuil des effets thermiques de 5 kW/m<sup>2</sup>) <b>restent à l'intérieur du site</b> au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120.</p>	 <p><b>Justification :</b>  <b>Rapports FLUMILOG :</b> Cf § 3. Tous les effets létaux sont maintenus dans l'enceinte des limites de propriété</p>
<p>II. – Pour les installations soumises à déclaration, les parois extérieures de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont éloignées des limites du site de a minima 1,5 fois la hauteur, sans être inférieures à 20 m, à moins qu'un dispositif séparatif E120 soit mis en place, et que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m<sup>2</sup>) restent à l'intérieur du site.</p>	<p><b>Non concerné</b></p>
<p>III. – Les parois externes des cellules de l'entrepôt sont suffisamment éloignées des stockages extérieurs de matières et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager à l'entrepôt.  A l'exception du logement éventuel pour le gardien de l'entrepôt, l'affectation même partielle à l'habitation est exclue dans les bâtiments visés par le présent arrêté.</p>	<p>Pas de stockages de produits combustibles à l'extérieur</p>
3. Accessibilité	

<p>Arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement</p>	<p>Justification de la conformité du site</p>
<p><b>3.1. Accessibilité au site</b></p>	
<p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p>	<p><b>Justification :</b></p> <p>Le site est accessible depuis la voie publique (voie de desserte située entre l'entreprise Logistique Val de Seine et l'entrepôt DUFOUR). Cet accès est le même pour les VL et PL, ainsi que les secours et les services incendie.</p>  <p><i>Figure 3 : Position de l'entrée du site</i></p>
<p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers.</p>	<p>Des places de stationnement sont réservées aux VL, et PL en dehors de la voirie périphérique du nouveau bâtiment, au Nord comme au Sud. Des places pour PL sont aussi prévues le long de la façade Est du bâtiment existant</p>

Enregistrement	<p align="center">SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne</p>	<p align="right">Page 13</p>
A1807.142		

Arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

### Justification de la conformité du site

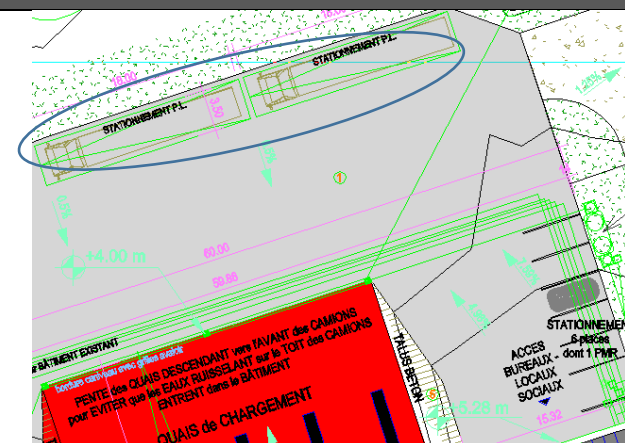


Figure 4 : Places de stationnement au Nord du bâtiment

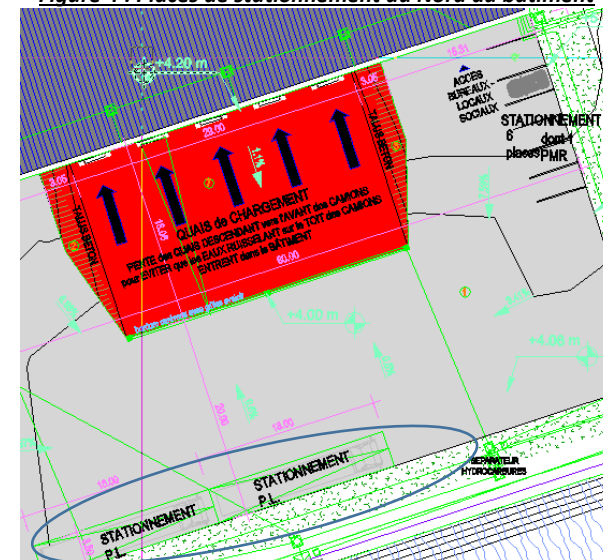


Figure 5 : Places de stationnement au Sud du bâtiment

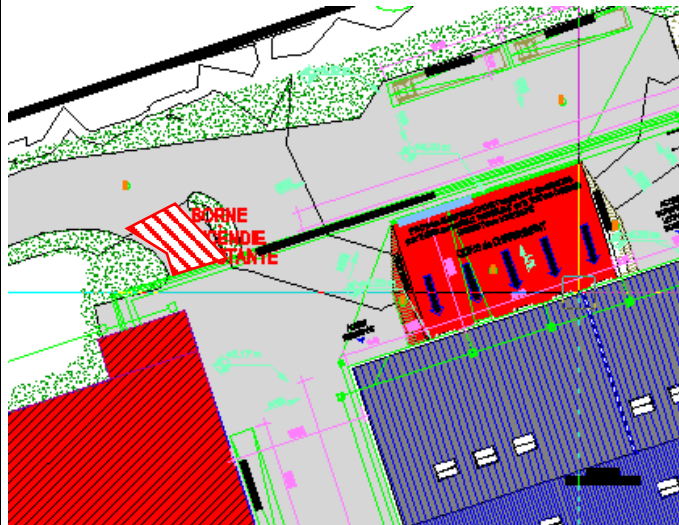
Arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	Justification de la conformité du site
<p align="center"><b>3.2. Voie « engins »</b></p> <p>Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ;</li> <li>– l'accès au bâtiment ;</li> <li>– l'accès aux aires de mise en station des moyens aériens ;</li> <li>– l'accès aux aires de stationnement des engins.</li> </ul> <p>Elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction.</p> <p>Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 %;</li> <li>– dans les virages, le rayon intérieur R minimal est de 13 mètres. Une surlargeur de <math>S = 15/R</math> mètres est ajoutée dans les virages de rayon intérieur R compris entre 13 et 50 mètres;</li> <li>– la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum;</li> <li>– chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie;</li> <li>– aucun obstacle n'est disposé entre la voie « engins » et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens aériens et les aires de stationnement des engins.</li> </ul> <p>En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie « engins » permettant la circulation sur l'intégralité de la périphérie du bâtiment et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité. Pour les installations soumises à autorisation ou à enregistrement, le positionnement de la voie « engins » est proposé par le pétitionnaire dans son dossier de demande.</p>	<p>Le nouveau bâtiment est accessible sur son périmètre par une voie engins.</p> <p>Le plan de masse indique des pentes orientées vers l'extérieur du bâtiment. Elles permettent ainsi de libérer la voirie périphérique des eaux d'extinction.</p> <p>La voirie périphérique sera dimensionnée pour offrir une force portante minimale de 130 kN par essieu, avec un espacement de 3.6 m entre essieux (Cf plan de masse en PJ 3 et §6, p103, pour l'indication des pentes, et largeur de voiries, aire de mise en station moyens aériens).</p>
<p align="center"><b>3.3. Aires de stationnement</b></p>	

<p align="center"><i>Enregistrement</i></p>	<p align="center"><i>SECURIT Ingénierie</i> 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne</p>	<p align="center"><i>Page 15</i></p>
<p align="center"><i>A1807.142</i></p>		

Arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	Justification de la conformité du site
<p><b>3.3.1. Aires de mise en station des moyens aériens</b></p> <p>Les aires de mise en station des moyens aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés). Elles sont directement accessibles depuis la voie «engins» définie au 3.2.</p> <p>Elles sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.</p> <p>Elles sont entretenues et maintenues dégagées en permanence. Pour toute installation, au moins une façade est desservie par au moins une aire de mise en station des moyens aériens. Au moins deux façades sont desservies lorsque la longueur des murs coupe-feu reliant ces façades est supérieure à 50 mètres.</p> <p>Les murs coupe-feu séparant une cellule de plus de 6000 m<sup>2</sup> d'autres cellules sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– soit équipés d'une aire de mise en station des moyens aériens, positionnée au droit du mur coupe-feu à l'une de ses extrémités, ou à ses deux extrémités si la longueur du mur coupe-feu est supérieure à 50 mètres;</li> <li>– soit équipés de moyens fixes ou semi-fixes permettant d'assurer leur refroidissement. Ces moyens sont indépendants du système d'extinction automatique d'incendie et sont mis en œuvre par l'exploitant.</li> </ul> <p>Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au sol intérieur, une aire de mise en station des moyens aériens permet d'accéder à des ouvertures sur au moins deux façades. Ces ouvertures permettent au moins un accès par étage pour chacune des façades disposant d'aires de mise en station des moyens aériens et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre. Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services d'incendie et de secours.</p> <p>Chaque aire de mise en station des moyens aériens respecte, par ailleurs, les caractéristiques</p>	<p>Il est prévu deux aires de mise en station des moyens aériens directement accessibles depuis la voie périphérique (le mur coupe-feu qui relie les façades Est et Ouest est d'une longueur de 60 m supérieure à 50 m</p> <p>L'entrepôt ne présente pas d'étage.</p>



Arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	Justification de la conformité du site
<p>suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– la largeur utile est au minimum de 7 mètres, la longueur au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 %;</li> <li>– elle comporte une matérialisation au sol;</li> <li>– aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens aériens à la verticale de cette aire;</li> <li>– la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et de 8 mètres maximum;</li> <li>– elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie lorsqu'il existe en application du point 23 de la présente annexe.</li> <li>– l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm<sup>2</sup>.</li> </ul> <p>Les dispositions du présent point ne sont pas exigées pour les cellules de moins de 2 000 mètres carrés de surface respectant les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– au moins un des murs séparatifs se situe à moins de 23 mètres d'une façade accessible ;</li> <li>– la cellule comporte un dispositif d'extinction automatique d'incendie;</li> <li>– la cellule ne comporte pas de mezzanine.</li> </ul>	<p>L'emplacement et les dimensions des aires de mise en station de moyens aériens sur les façades auront les dimensions suivantes : 7m de large, 10 m de longueur, placées à 1 m du bâtiment minimum et 8 m du bâtiment maximum.</p> <p>Les aires de stationnement seront dimensionnées pour offrir une force portante minimale de 130 kN par essieu, avec un espacement de 3.6 m entre essieux, et une résistance au poinçonnement de 88 kN minimum.</p> <p>L'aire de station échelle sera matérialisée au sol et interdite au stationnement. (Cf plan de masse en PJ 3 et §6, p103, pour l'indication des pentes, et largeur de voiries, aire de mise en station moyens aériens).</p>
3.3.2. Aires de stationnement des engins	
<p>Les aires de stationnement des engins permettent aux moyens des services d'incendie et de secours de stationner pour se raccorder aux points d'eau incendie. Elles sont directement accessibles depuis la voie « engins » définie au 3.2. Les aires de stationnement des engins au droit des réserves d'eau alimentant un réseau privé de points d'eau incendie ne sont pas nécessaires.</p> <p>Les aires de stationnement des engins sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction. Elles sont entretenues et maintenues dégagées en permanence. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre</p>	<p>Des aires de stationnement des engins de pompage seront situées à proximité immédiate des PI (poteaux incendie), distance inférieure à 5 m.</p> <p>Les aires de stationnement engins auront les dimensions suivantes : 4 m de large, 8 m de long, de pente entre 2 et 7 %, et matérialisées au sol.</p> <p>Une borne incendie est positionnée sur un espace vert implanté au centre de la voirie.</p>

Arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	Justification de la conformité du site
<p>avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie lorsqu'il existe en application du point 23 de cette annexe.</p> <p>Chaque aire de stationnement des engins respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur au minimum de 8 mètres, la pente est comprise entre 2 et 7 %;</li> <li>– elle comporte une matérialisation au sol;</li> <li>– elle est située à 5 mètres maximum du point d'eau incendie;</li> <li>– elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours; si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie lorsqu'il existe en application du point 23 de la présente annexe.</li> <li>– l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum.</li> </ul>	<p>La seconde est située à l'angle Nord-Ouest du bâtiment existant.</p> <p>Ces PI sont complétées par une réserve incendie existante d'une capacité de 300 m<sup>3</sup> située au Sud entre le bâtiment existant et l'emplacement de l'extension.</p>  <p><b>Figure 6 : Positionnement de la borne incendie</b></p> <p>Voir aussi plan masse en PJ3 de ce dossier et plan de masse §6, p103,.</p>
<b>3.4. Accès aux issues et quais de déchargement</b>	

<p>Enregistrement</p> <p>A1807.142</p>	<p>SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne</p>	<p>Page 18</p>
--	---	----------------

Arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

A partir de chaque voie « engins » ou aire de mise en station des moyens aériens est prévu un accès aux issues du bâtiment ou à l'installation par un chemin stabilisé de 1,8 mètre de large au minimum. Les accès aux cellules sont d'une largeur de 1,8 mètre pour permettre le passage des dévidoirs.

Les quais de déchargement sont équipés d'une rampe dévidoir de 1,8 mètre de large et de pente inférieure ou égale à 10 %, permettant l'accès aux cellules sauf s'il existe des accès de plain-pied.

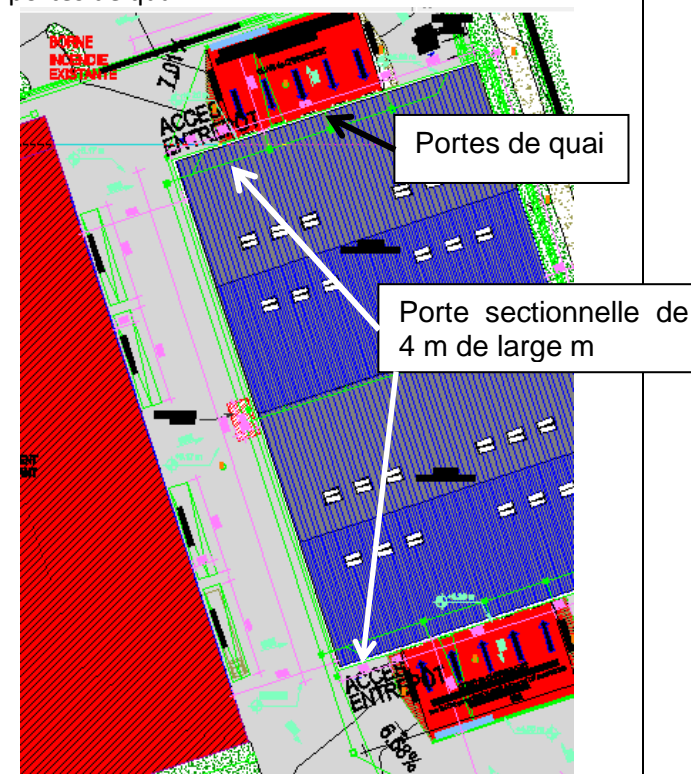
Dans le cas de bâtiments existants abritant une installation nécessitant le dépôt d'un nouveau dossier, et sous réserve d'impossibilité technique, l'accès aux issues du bâtiment ou à l'installation peut se faire par un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum. Dans ce cas, l'alinéa précédent n'est pas applicable.

Dans le cas où les issues ne sont pas prévues à proximité du mur séparatif coupe-feu, une ouverture munie d'un dispositif manœuvrable par les services d'incendie et de secours ou par l'exploitant depuis l'extérieur est prévue afin de faciliter la mise en œuvre des moyens hydrauliques de plain-pied.

Dans le cas où le dispositif est manœuvrable uniquement par l'exploitant, ce dernier fixe les mesures organisationnelles permettant l'accès des services d'incendie et de secours par cette ouverture en cas de sinistre, avant leur arrivée. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie lorsqu'il existe en application du point 23 e cette annexe.

#### Justification de la conformité du site

A partir de la voie engin, sont prévus 2 accès au bâtiment par l'intermédiaire de portes sectionnelles situées à côté des portes de quai.



**Figure 7 : Accès aux issues à côté des quais de déchargement**

Les portes sectionnelles à côtés des portes de quai sont de plain-pied et accessibles avec des pentes inférieures à 10 % (ici de l'ordre de 6 à 7%)

Arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	Justification de la conformité du site
	<div data-bbox="1384 300 2056 805"> </div>
<b>3.5. Documents à disposition des services d'incendie et de secours</b>	
L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours : – des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ; – des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ; Ces documents sont annexés au plan de défense incendie lorsqu'il existe en application du point 23 de cette annexe.	<b>Justification :</b> Plans de l'installation disponibles (Plan de masse, plan des réseaux, plan du Rez-de-Chaussée avec figuration des dispositions constructives et du rackage) Cf. plan en PJ3 de ce dossier

Arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	Justification de la conformité du site
4. Dispositions constructives	
<p>Les dispositions constructives visent à ce que la cinétique d'incendie soit compatible avec l'évacuation des personnes, l'intervention des services de secours et la protection de l'environnement. Elles visent notamment à ce que la ruine d'un élément de structure (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne conduit pas à l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu. L'ensemble de la structure est a minima R 15.</p> <p>Les murs extérieurs sont construits en matériaux de classe A2 s1 d0, <b>sauf si le bâtiment est doté d'un dispositif d'extinction automatique d'incendie.</b></p> <p>Les éléments de support de la toiture sont réalisés en matériaux A2 s1 d0. Cette disposition n'est pas applicable si la <b>structure porteuse est en lamellé-collé</b>, en bois massif ou en matériaux reconnus équivalents par rapport au risque incendie, par la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises du ministère chargé de l'intérieur.</p> <p>Le ou les isolants thermiques utilisés en couverture sont de classe A2 s1 d0. Cette prescription n'est pas exigible lorsque, d'une part, le système «support + isolants» est de classe B s1 d0, et d'autre part:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– ou bien l'isolant, unique, a un pouvoir calorifique supérieur (PCS) inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg;</li> <li>– ou bien l'isolation thermique est composée de plusieurs couches, dont la première (en contact avec le support de couverture), d'une épaisseur d'au moins 30 millimètres, de masse volumique supérieure à 110 kg/m<sup>3</sup> et fixée mécaniquement, a un PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg et les couches supérieures sont constituées d'isolants justifiant en épaisseur de 60 millimètres d'une classe D s3 d2. Ces couches supérieures sont recoupées au droit de chaque écran de cantonnement par un isolant de PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg;</li> <li>– ou bien il est protégé par un écran thermique disposé sur la ou les faces susceptibles d'être exposées à un feu intérieur au bâtiment. Cet écran doit jouer un rôle protecteur vis-à-vis de l'action du programme thermique normalisé durant au moins une demi-heure.</li> </ul>	<p>La structure sera telle que la ruine d'un élément de structure (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne conduit pas à l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu (une attestation sera fournie à l'issue de la construction)</p> <p>La structure est à minima R60 (structure poteaux poutres béton)</p> <p>Il n'y a pas de sprinklage.</p> <p>La paroi de la façade Est, sera en béton, REI 120 avec 1 porte SS EI120 de 0.90 m de passage utile vers l'extérieur sur chaque cellule.</p> <p>La paroi de la façade Ouest, les pignons Nord et Sud, seront constitués d'un soubassement béton brut sur 4.50 m de hauteur, puis en bardage double peau avec isolant type Rockbardage Energy de 150 mm ou 120 mm.</p> <p>Le mur de séparation entre les 2 cellules sera en béton, REI 120 avec 2 portes coupes feu de 0.90 m de passage utile et avec possibilité d'implanter 2 portes coulissantes coupe-feu EI 120.</p>

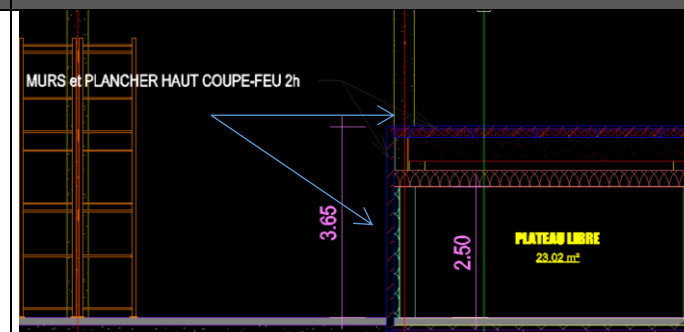
Arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	Justification de la conformité du site
<p>Le système de couverture de toiture satisfait la classe BROOF (t3).</p> <p>Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfont à la classe d0.</p> <p>Pour les entrepôts de deux niveaux ou plus, les planchers sont au moins EI 120 et les structures porteuses des planchers au moins R120 et la stabilité au feu de la structure est au moins R 60 pour ceux dont le plancher du dernier niveau est situé à plus de 8 mètres du sol intérieur. Pour les entrepôts à simple rez-de-chaussée de plus de 13,70 m de hauteur, la stabilité au feu de la structure est au moins R 60.</p> <p>Les escaliers intérieurs reliant des niveaux séparés, dans le cas de planchers situés à plus de 8 mètres du sol intérieur et considérés comme issues de secours, sont encloués par des parois au moins REI 60 et construits en matériaux de classe A2 s1 d0. Ils débouchent soit directement à l'air libre, soit dans un espace protégé. Les blocs- portes intérieurs donnant sur ces escaliers sont au moins E 60 C2.</p> <p><b>Les ateliers d'entretien du matériel</b> sont isolés par une paroi et un plafond au moins REI 120 ou situés dans un local distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage. Les portes d'intercommunication présentent un classement au moins EI2 120 C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes).</p> <p>A l'exception des bureaux dits de «quais» destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages, des zones de préparation ou de réception, des quais eux-mêmes, les bureaux et les locaux sociaux ainsi que les guichets de retrait et dépôt des marchandises sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage ou isolés par une paroi au moins REI 120. Ils ne peuvent être contigus aux cellules où sont présentes des matières dangereuses. Ils sont également isolés par un plafond au moins REI 120 et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte présentant un classement au moins EI2120 C (classe de durabilité C2). Ce plafond n'est pas obligatoire si le mur séparatif au moins REI 120 entre le local bureau et la cellule de stockage dépasse au minimum d'un mètre, conformément au point 6, ou si le mur séparatif au moins REI 120 arrive jusqu'en sous-face de toiture de la cellule de stockage, et que le niveau de la toiture du local</p>	<p>La toiture sera composée d'un complexe bac acier avec isolant type Rockacier B NU Energy 160 mm ou 50 mm + étanchéité. Elle aura une classification de type Broof T3.</p> <p>L'éclairage naturel sera assuré par des Lanterneaux à hauteur de 5% de la surface. Ils seront de classe d0.</p> <p>L'entrepôt n'a pas d'étages</p> <p>(Non concerné)</p> <p>Les bureaux, « plateau libre », locaux sociaux, locaux d'entretien, locaux de charge, sont séparés des cellules par des murs REI 120, des plafonds REI 120 et des portes EI 120.</p>

<p>Enregistrement</p> <p>A1807.142</p>	<p>SECURIT Ingénierie</p> <p>1690 rue Aristide Briand – BP 62</p> <p>76650 Petit Couronne</p>	<p>Page 22</p>
--	---	----------------

Arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

bureau est située au moins à 4 mètres au-dessous du niveau de la toiture de la cellule de stockage). De plus, lorsqu'ils sont situés à l'intérieur d'une cellule, le plafond est au moins REI 120, et si les bureaux sont situés en étage le plancher est également au moins REI 120. Les justificatifs attestant du respect des prescriptions du présent point sont conservés et intégrés au dossier prévu au point 1.2. de la présente annexe.

#### Justification de la conformité du site



**Figure 9 : Dispositions constructives pour les locaux sociaux et bureaux**

#### Justification :

Plan détaillé de l'installation et précision des matériaux utilisés pour chacune des prescriptions  
Voir §7, p104

#### 5. Désenfumage

Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure, et a une hauteur minimale de 1 mètre. La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 0,5 mètre. Elle peut toutefois être réduite pour les zones de stockages automatisés.

Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.

Une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des stockages et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de chauffage ;  
Une distance minimale de 0.5 mètre est maintenue entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage.

La hauteur du bas du cantonnement est de 8.10 m. La hauteur de stockage ne peut excéder 7.60 m au droit des écrans de cantonnement.

Arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

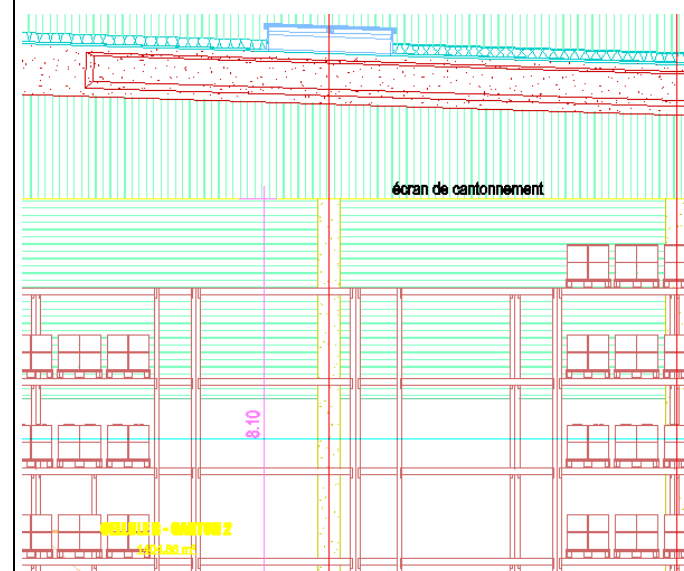
### Justification de la conformité du site

Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.

Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.

Il faut prévoir au moins quatre exutoires pour 1 000 mètres carrés de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire n'est pas inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés. Les dispositifs d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. Cette distance peut être réduite pour les cellules dont une des dimensions est inférieure à 15 m.

La commande manuelle des exutoires est, au minimum, installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances.



Les zones d'activités seront désenfumées naturellement par des exutoires en toiture.

Les exutoires de fumées sont à commande automatique (Asservissement SSI), et manuelles.

Les commandes manuelles seront placées à proximité d'un accès aux cellules, en des points opposés de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes.

Enregistrement

A1807.142

SECURIT Ingénierie  
1690 rue Aristide Briand – BP 62  
76650 Petit Couronne

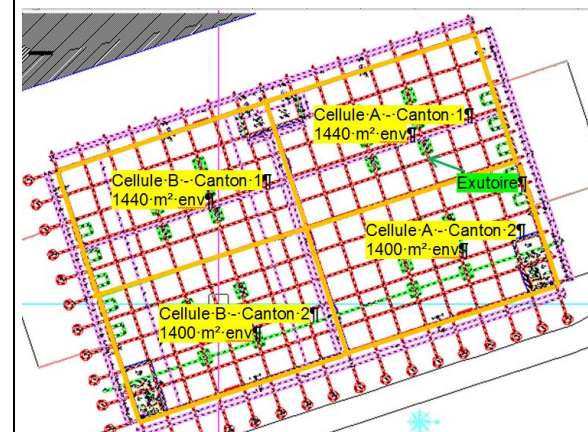
Page 24



Arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Des amenées d'air frais d'une superficie au moins égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur. En cas d'entrepôt à plusieurs niveaux, les niveaux autres que celui sous toiture sont désenfumés par des ouvrants en façade asservis à la détection conformément à la réglementation applicable aux établissements recevant du public. Les dispositions de ce point ne s'appliquent pas pour un stockage couvert ouvert.

#### Justification de la conformité du site



**Figure 10 : plan de cantonnement avec exutoires et amenées d'air frais**

Chaque cellule est décomposée en 2 cantons de désenfumage de moins de 1 650 m<sup>2</sup> (ici 1400 à 1450 m<sup>2</sup> environ) et d'une longueur de moins de 60 m (ici 50 m environ).

Chaque canton est équipé de 6 exutoires 3.00x 2.20 soit une SUE de 4.95 m<sup>2</sup>.

Ils représentent 29.7 m<sup>2</sup>, soit au minimum 2.05/100 SUE de la surface au sol à désenfumer.

Chaque cellule est équipée de 5 portes de quai de 2.60 x 3.00 m et 1 porte sectionnelle de plain-pied de 4.00 x 4.50 m. Le tout représente une superficie d'amenée d'air de 57 m<sup>2</sup> est donc supérieure à la SUE des exutoires de chaque canton.

#### 6. Compartimentage

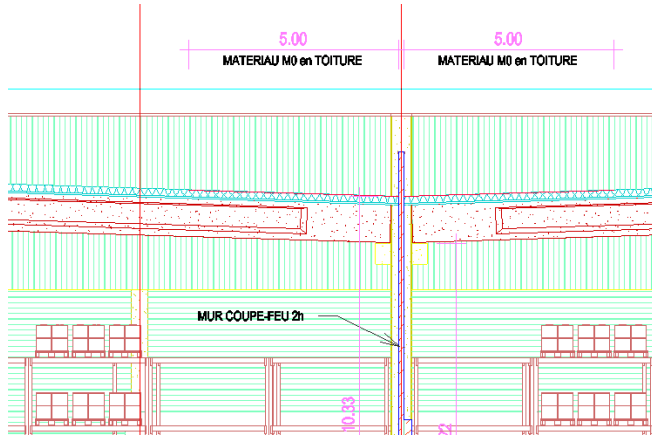
Enregistrement

A1807.142

SECURIT Ingénierie  
1690 rue Aristide Briand – BP 62  
76650 Petit Couronne

Page 25

Arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	Justification de la conformité du site
<p>L'entrepôt est compartimenté en cellules de stockage, dont la surface et la hauteur sont limitées afin de réduire la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie.</p> <p>Le volume de matières maximum susceptible d'être stockées ne dépasse pas 600 000 m<sup>3</sup>, sauf disposition contraire expresse dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, pris le cas échéant en application de l'article 5 du présent arrêté.</p> <p>Ce compartimentage a pour objet de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre.</p> <p>Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent au minimum les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les parois qui séparent les cellules de stockage sont des murs au moins REI 120 ; le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation ;</li> <li>- les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalant à celui exigé pour ces parois. Les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi, les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2 ;</li> </ul> <p>- si les murs extérieurs ne sont pas au moins REI 60, les parois séparatives de ces cellules sont prolongées latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 0,50 mètre de part et d'autre ou de 0,50 mètre en saillie de la façade dans la continuité de la paroi.</p> <p>La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d1. Alternativement aux bandes de protection, une colonne sèche ou des moyens fixe d'aspersion d'eau placés le long des parois séparatives peut assurer le refroidissement de la toiture des cellules adjacentes sous réserve de justification ;</p>	<p>Quantité maximale par cellule de 6 912 m<sup>3</sup> (4800 palettes) soit un total de 13 824 m<sup>3</sup> de matières stockées en rack.</p> <p>Le mur entre les deux cellules est REI 120.</p> <p>Ce mur dispose de 2 portes EI 120 (1.10 m de large) pour passer d'une cellule à l'autre.</p> <p>Voir plan avec Implantation des murs REI 120, des portes EI 120 au §7, p104</p> <p>Côté Ouest le mur coupe-feu entre les 2 cellules est prolongé d'un mètre en saillie de la façade, dans la continuité de la paroi.</p> <p>Côté Est, la façade est REI 120, le mur REI 120 entre les deux cellules n'est donc pas prolongé.</p> <p>Il est prévu une bande de protection de 5 m, sur la toiture, de chaque côté du mur CF en matériau de classe M0, soit A2s1d0</p>

<p>Arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement</p>	<p>Justification de la conformité du site</p>
<p>- les parois séparatives dépassent d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement. Cette disposition n'est pas applicable si un dispositif équivalent, empêchant la propagation de l'incendie d'une cellule vers une autre par la toiture, est mis en place.</p>	<p>Le mur REI 120 entre les deux cellules dépasse de plus d'1 m en toiture.</p>  <p><b>Figure 11 : Dépassement d'1 m du mur coupe-feu en toiture</b></p>
<p>7. Dimensions des cellules</p>	
<p>La surface maximale des cellules est égale à 3 000 mètres carrés en l'absence de système d'extinction automatique d'incendie ou 12 000 mètres carrés en présence de système d'extinction automatique d'incendie. La hauteur maximale des cellules est limitée à 23 mètres. Toutefois, sous réserve que l'exploitant s'engage, dans son dossier de demande, à maintenir un niveau de sécurité équivalent, le préfet peut également autoriser ou enregistrer l'exploitation de l'entrepôt dans les cas de figure ci-dessous :</p> <p>1. La surface des cellules peut dépasser 12 000 m<sup>2</sup> si leurs hauteurs respectives ne dépassent pas 13,70 m et si le système d'extinction automatique d'incendie permet à lui seul l'extinction de l'incendie, est conçu à cet effet, et est muni d'un pompage redondant ;</p>	<p>1 cellule de 2845 m<sup>2</sup> (cellule A) à température contrôlée (15°C à 25 °C) et 1 cellule de 2845 m<sup>2</sup> (Cellule B)</p> <p>La hauteur des cellules est inférieure à 23 m.</p> <p>Les cellules ne sont pas sprinklées.</p>

Arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement		Justification de la conformité du site
<p>2. La hauteur des cellules peut dépasser 23 m si leurs surfaces respectives sont inférieures ou égales à 6 000 m<sup>2</sup> et si le système d'extinction automatique d'incendie permet à lui seul l'extinction de l'incendie, est conçu à cet effet, et est muni d'un pompage redondant.</p> <p>A l'appui de cet engagement, l'exploitant fournit une étude spécifique d'ingénierie incendie qui démontre que la cinétique d'incendie est compatible avec la mise en sécurité et l'évacuation des personnes présentes dans l'installation et l'intervention des services de secours aux fins de sauvetage de ces personnes.</p> <p>Il atteste que des dispositions constructives adéquates seront prises pour éviter que la ruine d'un élément suite à un sinistre n'entraîne une ruine en chaîne ou un effondrement de la structure vers l'extérieur.</p> <p>Avant la mise en service de l'installation, l'exploitant intègre au dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe, la démonstration que la construction réalisée permet effectivement d'assurer que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres, mezzanines) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de compartimentage, ni l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu. Dans ce cas, l'installation doit disposer d'un plan de défense incendie prévu au point 23. Les dispositions du présent 7 s'appliquent sans préjudice de l'application éventuelle des articles 3 à 5 de l'arrêté.</p>		<p><b>Justification :</b>  <b>Plan détaillé de l'installation montrant l'emplacement précis des murs REI 120 et des stockages</b></p> <p>Voir plan avec Implantation des murs REI 120, des portes EI 120 au §7 p104.</p> <p>Une attestation démontrant que la construction réalisée permet effectivement d'assurer que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres, mezzanines) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de compartimentage, ni l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu sera fourni à l'issue de la construction.</p>
8. Matières dangereuses et chimiquement incompatibles		
<p>Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.</p> <p>De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux.</p> <p>Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.</p>		Aucun produit dangereux dans l'entrepôt
Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 28
A1807.142		

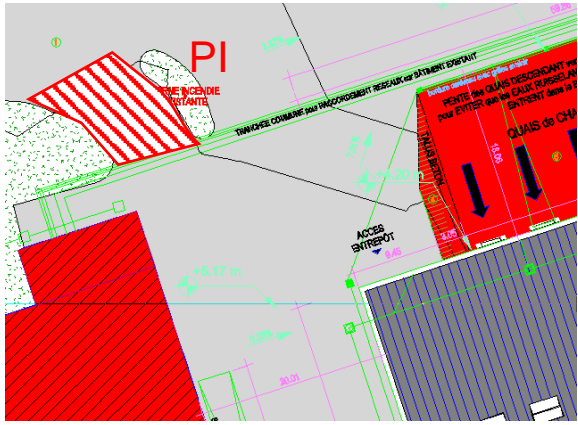
Arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	Justification de la conformité du site
9. Conditions de stockage	
<p>Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :</p> <p>1° Surface maximale des îlots au sol: 500 m<sup>2</sup>;</p> <p>2° Hauteur maximale de stockage: 8 mètres maximum;</p> <p>3° Largeurs des allées entre îlots: 2 mètres minimum.</p> <p>En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes :</p> <p>1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum;</p> <p>2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers: 2 mètres minimum.</p> <p>La hauteur de stockage des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage. En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés, cette limitation ne s'applique qu'aux produits visés par les rubriques 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747, 4748, et 4510 ou 4511 pour le pétrole brut.</p> <p>Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.</p>	<p>Les cellules ne sont pas sprinklées, elles ont une surface de moins de 3000 m<sup>2</sup>.</p> <p>Il n'y a pas de stockage en vrac ou en masse.</p> <p>La hauteur maximale de stockage (point le plus haut du bâtiment) sera de 9,5 m (7.6 m au droit des écrans de cantonnement) soit inférieure à 10 m.</p> <p>La largeur des allées entre racks sera au minima de 2.84 m, minimum</p> <p>Il n'y a pas de stockage de matière dangereuse.</p> <p>Il n'y a pas de mezzanine.</p>
10. Stockage de matières susceptibles de créer une pollution du sol ou des eaux	

Enregistrement	<p align="center">SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne</p>	<p align="right">Page 29</p>
A1807.142		

Arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	Justification de la conformité du site
<p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Tout stockage de matières liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention interne ou externe dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir;</p> <p>50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</p> <p>Toutefois, lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. Cet alinéa ne s'applique pas aux stockages de substances et mélanges liquides visés par les rubriques 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747, 4755, 4748, ou 4510 ou 4511 pour le pétrole brut.</p> <p>Des réservoirs ou récipients contenant des matières susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention.</p>	Aucun produit dangereux dans l'entrepôt.
11. Eaux d'extinction incendie	
<p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>Dans le cas d'un confinement externe, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers une rétention extérieure au bâtiment. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.</p> <p>En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un</p>	<p>La note de calcul selon D9A figure au §4 p97. Le besoin est estimé à 715 m<sup>3</sup></p> <p>Cette rétention sera réalisée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'actionnement d'une vanne en amont du bassin tampon des eaux pluviales de voiries (EPv), pour diriger les eaux collectées vers un bassin étanche dédié de 640 m<sup>3</sup>.</li> </ul> <p>L'actionnement de cette vanne sera assuré par un asservissement à la détection incendie. Elle pourra par ailleurs être actionnée manuellement.</p> <p><b>Justification :</b></p>

Arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	Justification de la conformité du site
<p>dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé en calculant pour chaque cellule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie déterminé selon les dispositions du point 13 ci-dessous, d'une part ;</li> <li>– du volume de liquide libéré par cet incendie, d'autre part ;</li> <li>– du volume d'eau lié aux intempéries, à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.</li> </ul> <p>Cette somme est minorée du volume d'eau évaporé.</p> <p>Le volume nécessaire au confinement peut également être déterminé conformément au document technique D9a (guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition août 2004).</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>	<p><b>Plan des dispositifs de confinement des eaux d'incendie</b> Cf. plan en PJ3 de ce dossier</p> <p><b>Note de calcul du volume nécessaire au confinement des eaux d'incendie</b> Cf. §4, p97 calcul D9A</p>
12. Détection automatique d'incendie	
<p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ</p>	<p>Le bâtiment sera équipé d'un système de détection incendie (DI) : Détecteur optique de fumée + Déclencheur manuel + Détecteur autonome déclencheur (DAD + détecteur optique de fumée du DAD) + Détecteur multiponctuel sur ventilation de la Cellule à T°C contrôlée</p> <p>Diffuseurs sonores à l'intérieur et à l'extérieur, 105 dB et 90 dB, + Diffuseurs lumineux</p> <p>Voir plan Réseau SSI §9, p106</p>

Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 31
A1807.142		

<p>Arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement</p>	<p>Justification de la conformité du site</p>
<p>d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage. Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.</p>	
<p><b>13. Moyens de lutte contre l'incendie</b></p>	
<p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;</li> <li>b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</li> </ul> </li> </ul> <p>L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours):</p> <p>– d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement</p>	<p>Un poteau incendie existant est positionné au Nord-Ouest du projet à moins de 30 m d'un accès pompier au bâtiment (porte sectionnelle quai Nord).</p>  <p><b>Figure 12 : Implantation du poteau incendie</b></p> <p>Un réserve incendie existante de 300 m<sup>3</sup> est située au Sud-Ouest du projet, à moins de 50 m d'un accès pompier au bâtiment (porte sectionnelle quai Sud)</p>



Arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées;

- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé;

- le cas échéant, les colonnes sèches ou les moyens fixes d'aspersion d'eau prévus au point 6 de cette annexe.

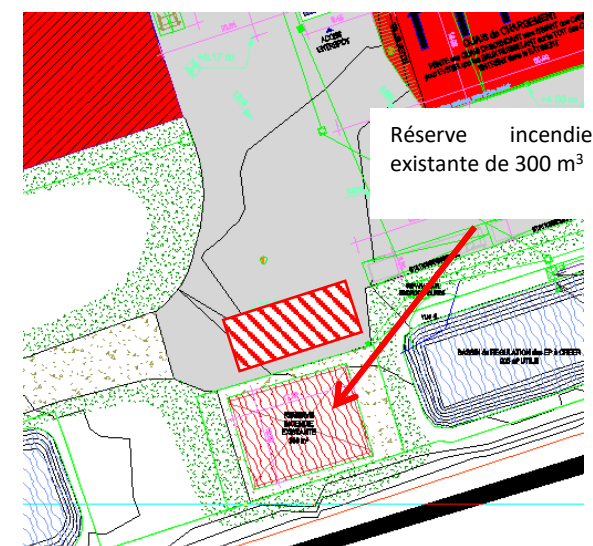
Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant deux heures.

Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001, sans toutefois dépasser 720 m<sup>3</sup>/h durant 2 heures.

Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à l'article 1er. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie. A cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie.

L'exploitant joint au dossier prévu à l'article 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la

## Justification de la conformité du site



**Figure 13 : Implantation de la réserve incendie**

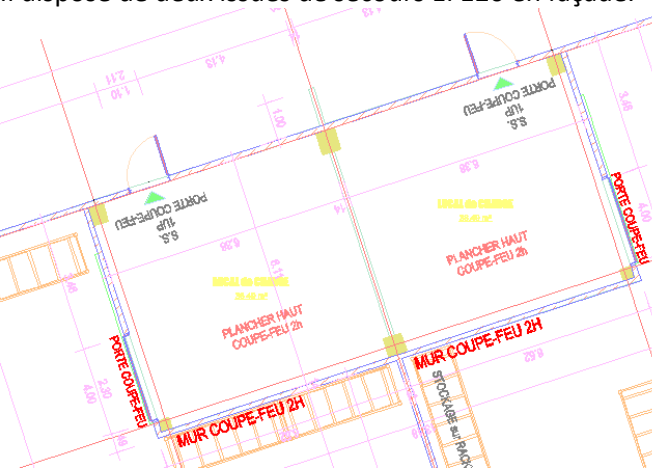
Le poteau incendie et la réserve incendie sont à moins de 2 m des voies de desserte.

Des extincteurs portatifs appropriés aux risques encourus (Normes en vigueur) seront répartis à l'intérieur et à l'extérieur du nouveau bâtiment.

Arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	Justification de la conformité du site
<p>mise en service de l'installation.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage.</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans.</p>	<p>RIA : Les cellules seront équipées de robinets d'incendie armés sur tambour à alimentation axiale conformes aux normes NF EN 671-1 et NF EN 671-3, placés près des accès et de façon à ce que tout point des locaux puisse être atteint par le croisement de deux jets de lances. Les RIA seront certifiés NF</p> <p>Voir vue 3D §10, p107.</p> <p>Les besoins en défense incendie ont été déterminés suivant le Document Technique D9 (240 m<sup>3</sup>/h pendant 2h00, voir §4.1, p97).</p> <p><b>Justification :</b></p> <p>Disponibilité des volumes d'eau : 120 m<sup>3</sup> en dynamique par un poteau incendie, 300 m<sup>3</sup> en statique par réserve incendie.</p>
14. Evacuation du personnel	
<p>Conformément aux dispositions du code du travail, les parties de l'entrepôt dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide.</p> <p>En outre, le nombre minimal de ces dégagements permet que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 75 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) d'un espace protégé, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac.</p> <p>Deux issues au moins, vers l'extérieur de l'entrepôt ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1000 m<sup>2</sup>. En présence de personnel, ces issues ne sont pas verrouillées et sont facilement manœuvrables.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.</p>	<p>Les issues de secours permettent que tout point de l'entrepôt soit distant de moins de 75 m de l'une d'elles et des passages sous rack permettent aux personnes, dans les parties de l'entrepôt en cul de sac, d'être à moins de 25 m de l'une d'elles.</p> <p>Par cellule :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 issue de secours est présente sur chaque façade (Ouest et Est)</li> <li>• 2 issues sont présentes à côté des quais,</li> <li>• 2 issues sont présentes sur le mur REI 120 séparant les 2 cellules.</li> </ul>

Arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	Justification de la conformité du site
	<p>Par ailleurs, chaque local de charge et chaque ensemble de locaux sociaux, bureaux, « plateau libre », dispose d'une issue de secours 1.1x2.10.</p> <p>Ces issues s'ouvriront par une manœuvre simple.</p> <p><b>Justification :</b> Plan détaillé du bâtiment montrant précisément l'emplacement des issues de secours. Cf. plan en PJ3 de ce dossier</p>
15. Installations électriques et équipements métalliques	
<p>Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>A proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule.</p> <p>A l'exception des racks recouverts d'un revêtement permettant leur isolation électrique, les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations, racks) sont mis à la terre et interconnectés par un réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.</p> <p>Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur de l'entrepôt, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés de l'entrepôt par un mur de degré au moins REI 120 et des portes de degré au moins EI2 120 C, munies d'un ferme-porte. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2.</p> <p>L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.</p>	<p>Les installations électriques seront réalisées conformément à la norme NFC 15 100.</p> <p>Un interrupteur central permettant de couper l'alimentation de chaque cellule est prévu.</p> <p>Selon l'ARF, le niveau de protection à obtenir est IV.</p> <p>Les mesures de protection suivantes sont nécessaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Paratonnerre</li> <li>• Parafoudres sur : <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Entrée armoire principal de chaque cellule</li> <li>✓ Entrée Télécommunication.</li> <li>✓ Sortie vers extérieur</li> </ul> </li> </ul> <p>Une étude technique foudre sera fournie ultérieurement</p> <p>(Voir ARF §5, p101)</p>

Arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	Justification de la conformité du site
16. Eclairage	
<p>Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.</p> <p>Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs.</p> <p>Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.</p> <p>Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule tous les éléments soient confinés dans l'appareil.</p>	<p><b>Justification :</b></p> <p>Présence de lanterneaux éclairant.</p> <p>Des dispositifs permettant l'extinction automatique du système d'éclairage dès que l'éclairement naturel est suffisant sont envisagés.</p> <p>Eclairage de l'entrepôt, locaux de charge, locaux sociaux et sanitaires à LED.</p> <p>Eclairage de secours à bloc autonome étanche débrogage à LED et bloc phare classe II, 850°</p> <p>Tous les éclairages seront éloignés d'au moins 0.5 m des stockages et en dehors de points susceptibles d'être choqués.</p>
17. Ventilation et recharge de batteries	
<p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible.</p> <p>Dans le cas d'une ventilation mécanique, le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des habitations voisines et des bureaux.</p> <p>Les conduits de ventilation sont munis de clapets au niveau de la séparation entre les cellules, restituant le degré REI de la paroi traversée.</p> <p>La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être aménagée par cellule de stockage sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit.</p> <p>Dans le cas d'un stockage automatisé, il n'est pas nécessaire d'aménager une telle zone.</p>	<p>Le local de charge sera correctement ventilé. La mise en service de la charge sera asservie au fonctionnement d'un ventilateur d'extraction</p> <p>Un détecteur de gaz relié sur une centrale murale, est prévu dans chaque local de charge, permettant de détecter la présence d'hydrogène</p> <p>Les locaux de charge seront situés à l'Ouest des cellules, de part et d'autre du mur séparatif REI 120. Ils seront munis de portes EI 120 (accès à chacune des cellules), et plancher haut EI 120.</p>

<p>Arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement</p>	<p>Justification de la conformité du site</p>
<p>S'il existe un local de recharge de batteries des chariots automoteurs, il est exclusivement réservé à cet effet et est, soit extérieur à l'entrepôt, soit séparé des cellules de stockage par des parois et des portes munies d'un ferme-porte, respectivement de degré au moins REI 120 et EI2 120 C (Classe de durabilité C2 pour les portes battantes).</p>	<p>Il dispose de deux issues de secours EI 120 en façade.</p>  <p><b>Figure 14 : Dispositions constructives du local de charge</b></p> <p><b>Justification :</b>  <b>Emplacement du débouché à l'atmosphère de la ventilation dans le cas d'une ventilation mécanique sur un plan</b>          Sera défini à la construction</p>
<p>18. Chauffage</p>	
<p><b>18.1. Chaufferie</b></p>	
<p>S'il existe une chaufferie, celle-ci est située dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur à l'entrepôt ou isolé par une paroi au moins REI 120. Toute communication éventuelle entre le local et l'entrepôt se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes E 60 C, munis d'un ferme-porte, soit par une porte au moins EI2 120 C et de classe de durabilité C2 pour les portes battantes.</p>	<p>Il n'y aura pas de nouvelle chaufferie.</p> <p>Les cellules seront reliées au circuit de chauffage existant provenant du bâtiment existant.</p>

Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 37
A1807.142		

Arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	Justification de la conformité du site
<p>A l'extérieur de la chaufferie sont installés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ;</li> <li>- un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ;</li> <li>- un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs, ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.</li> </ul>	<p>La cellule A au Nord, à température contrôlée sera équipée d'un réseau de gaines permettant de souffler de l'air chaud ou froid selon les besoins.</p> <p>Les locaux sociaux, et sanitaires seront équipés de radiateurs électriques.</p> <p><b>Justification :</b> Les plans détaillés de ces dispositifs seront disponibles à l'issue de la construction.</p>
<p align="center"><b>18.2. Autres moyens de chauffage</b></p>	
<p>Le chauffage des entrepôts et de leurs annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent. Les systèmes de chauffage par aérothermes à gaz sont autorisés lorsque l'ensemble des conditions suivantes est respecté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les aérothermes fonctionnent en circuit fermé ;</li> <li>- la tuyauterie alimentant en gaz un aérotherme est située à l'extérieur de l'entrepôt et pénètre la paroi extérieure ou la toiture de l'entrepôt au droit de l'aérotherme afin de limiter au maximum la longueur de la tuyauterie présente à l'intérieur des cellules. La partie résiduelle de la tuyauterie interne à la cellule est située dans une gaine réalisée en matériau de classe A2 s1 d0 permettant d'évacuer toute fuite de gaz à l'extérieur de l'entrepôt ;</li> <li>- la tuyauterie située à l'intérieur de la cellule n'est alimentée en gaz que lorsque l'appareil est en fonctionnement ;</li> <li>- les tuyauteries d'alimentation en gaz sont en acier et sont assemblées par soudure. Les soudures font l'objet d'un contrôle initial par un organisme compétent, avant mise en service de l'aérotherme ;</li> <li>- les tuyauteries d'alimentation en gaz à l'intérieur de chaque cellule sont en acier et sont assemblées par soudure en amont de la vanne manuelle d'isolement de l'appareil. Les soudures font l'objet d'un contrôle initial par un organisme compétent, avant mise en service de l'aérotherme ;</li> <li>- les aérothermes et leurs tuyauteries d'alimentation en gaz sont protégés des chocs mécaniques, notamment de ceux pouvant provenir de tout engin de manutention ; les tuyauteries gaz peuvent être notamment placées sous fourreau acier ;</li> </ul>	<p>Les Roof top de la cellule A, à température contrôlée, seront utilisés pour apporter de la chaleur en complément ou pour injecter de l'air froid selon les besoins.</p> <p>Les locaux sociaux et sanitaires seront dotés de radiateurs électriques. Ces locaux sont isolés des cellules par murs REI 120, portes EI 120 et plafond EI 120.</p>

Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 38
A1807.142		

Arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	Justification de la conformité du site
<p>- toutes les parties des aérothermes sont à une distance minimale de deux mètres de toute matière combustible ;</p> <p>- une mesure de maîtrise des risques est mise en place pour, en cas de détection de fuite de gaz (chute de pression dans la ligne gaz) ou détection d'absence de flamme au niveau d'un aérotherme, entraîner sa mise en sécurité par la fermeture automatique de deux vannes d'isolement situées sur la tuyauterie d'alimentation en gaz, de part et d'autre de la paroi extérieure ou de la toiture de l'entrepôt ;</p> <p>- toute partie de l'aérotherme en contact avec l'air ambiant présente une température inférieure à 120 °C. En cas d'atteinte de cette température, une mesure de maîtrise des risques entraîne la mise en sécurité de l'aérotherme et la fermeture des deux vannes citées à l'alinéa précédent ;</p> <p>- les aérothermes, les tuyauteries d'alimentation en gaz et leurs gaines, ainsi que les mesures de maîtrise des risques associés font l'objet d'une vérification initiale et de vérifications périodiques au minimum annuelles par un organisme compétent.</p> <p>Dans le cas d'un chauffage par air chaud pulsé de type indirect produit par un générateur thermique, toutes les gaines d'air chaud sont entièrement réalisées en matériau de classe A2 s1 d0. En particulier, les canalisations métalliques, lorsqu'elles sont calorifugées, ne sont garnies que de calorifuges de classe A2 s1 d0. Des clapets coupe-feu sont installés si les canalisations traversent un mur entre deux cellules.</p> <p>Le chauffage électrique par résistance non protégée est autorisé dans les locaux administratifs ou sociaux séparés ou isolés des cellules de stockage dans les conditions prévues au point 4 de cette annexe.</p> <p>Les moyens de chauffage des postes de conduite des engins de manutention, s'ils existent, présentent les mêmes garanties de sécurité que celles prévues pour les locaux dans lesquels ils circulent.</p> <p>Les moyens de chauffage des bureaux de quais, s'ils existent, présentent les mêmes garanties de sécurité que celles prévues pour les locaux dans lesquels ils sont situés.</p>	
19. Nettoyage des locaux	

Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 39
A1807.142		

Arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	Justification de la conformité du site
Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.	Les locaux seront maintenus propres par les salariés et par des entreprises de nettoyage spécialisées.
20. Travaux de réparation et d'aménagement	
<p>Dans les parties de l'installation présentant des risques recensées au deuxième alinéa point 3.1, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants;</li> <li>– l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien;</li> <li>– les instructions à donner aux personnes en charge des travaux;</li> <li>– l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence;</li> <li>– lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.</li> </ul> <p>Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail lorsque ce plan est exigé.</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p>	<p><b>Aucune justification demandée</b></p> <p>En cas de travaux par point chaud, une analyse de risque sera effectuée et un permis de travail, type permis de feu sera délivré à l'entreprise intervenante.</p> <p>En cas de travaux, ces derniers feront l'objet d'un avis de réception qui sera conservé.</p>

Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 40
A1807.142		



Arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	Justification de la conformité du site
Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.	
<b>21. Consignes</b>	
<p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes doivent notamment indiquer:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– l'interdiction de fumer;</li> <li>– l'interdiction de tout brûlage à l'air libre;</li> <li>– l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, hormis, le cas échéant dans les bureaux séparés des cellules de stockages;</li> <li>– l'obligation du document ou dossier évoqué au point 20;</li> <li>– les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles;</li> <li>– les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment);</li> <li>– les mesures permettant de tenir à jour en permanence et de porter à la connaissance des services d'incendie et de secours la localisation des matières dangereuses, et les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses;</li> <li>– les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au point 11;</li> <li>– les moyens de lutte contre l'incendie;</li> <li>– les dispositions à mettre en œuvre lors de l'indisponibilité (maintenance...) de ceux-ci;</li> <li>– la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.</li> </ul>	<p><b>Justification : Liste des consignes prévues</b></p> <p>Un affichage et une communication est prévue sur les consignes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'interdiction de fumer ;</li> <li>• L'interdiction de tout brûlage à l'air libre</li> <li>• L'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque et obligation d'obtenir un permis de feu</li> <li>• Les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation</li> </ul>
<b>22. Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie – Maintenance</b>	

Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 41
A1807.142		

Arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	Justification de la conformité du site
<p>L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.</p> <p>L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie.</p> <p>Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation.</p> <p>Pour les installations comportant un plan de défense incendie défini au point 23, l'exploitant y inclut les mesures précisées ci-dessus.</p> <p>L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.</p>	<p><b>Justification :</b></p> <p>Non concerné ; Les cellules ne sont pas sprinklées</p>
23. Plan de défense incendie	

Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 42
A1807.142		

Arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	Justification de la conformité du site
<p><b>Pour tout entrepôt soumis à autorisation</b> ou ayant application des dispositions particulières prévues au point 7, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie d'une cellule.</p> <p>Le plan de défense incendie comprend:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– le schéma d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes);</li> <li>– l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées;</li> <li>– les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées;</li> <li>– la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement;</li> <li>– le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule;</li> <li>– la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe;</li> <li>– la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5;</li> <li>– la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent;</li> <li>– les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques;</li> <li>– les mesures particulières prévues au point 22.</li> </ul> <p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.</p> <p>Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan opérationnel interne s'il existe. Il est tenu à jour.</p>	<p><b>Justification :</b> Non concerné, site à enregistrement</p>
24. Bruits	
<b>24.1. Valeurs limites de bruit</b>	

Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 43
A1807.142		

Arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	Justification de la conformité du site									
<p>Au sens du présent arrêté, on appelle :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>Émergence : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation);</li><li>– zones à émergence réglementée :<ul style="list-style-type: none"><li>L'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du dépôt de dossier d'enregistrement, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles ;</li><li>Les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du dépôt de dossier d'enregistrement ;</li><li>L'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du dépôt de dossier d'enregistrement dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.</li></ul></li></ul> <p>Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p> <table><tr><th>NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</th><th>ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés</th><th>ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés</th></tr><tr><td>Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)</td><td>6 dB (A)</td><td>4 dB (A)</td></tr><tr><td>Supérieur à 45 dB (A)</td><td>5 dB (A)</td><td>3 dB (A)</td></tr></table> <p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit</p>	NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)	Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)	<p><b>Aucune justification demandée</b></p> <p>Des mesures de bruit seront réalisées tous les 3 ans.</p>
NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés								
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)								
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)								

Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 44
A1807.142		

Arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	Justification de la conformité du site
résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite. Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.	
<b>24.2. Véhicules. – Engins de chantier</b>	
Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores. L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.	La 1 <sup>ère</sup> habitation est située à environ 150 m au Sud-Est du projet et elle correspond à logement pour les activités du port qu'elle jouxte à moins de 20 m de distance. <b>Justification :</b> Source de bruit : Engins de manutention électriques et gaz, VL, PL, et ROOF TOP respectant les normes en vigueur en termes d'émissions sonores.
<b>24.3. Surveillance par l'exploitant des émissions sonores</b>	
L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans les trois mois suivant la mise en service de l'installation. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration.	Une mesure de bruit sera mise en œuvre dans les 3 mois après la mise en service du bâtiment <b>Aucune justification demandée</b>
<b>25. Surveillance</b>	
En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt, une surveillance de l'entrepôt, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre notamment	<b>Justification :</b>

Arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	Justification de la conformité du site
l'alerte des services d'incendie et de secours et, le cas échéant, de l'équipe d'intervention, ainsi que l'accès des services de secours en cas d'incendie, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux.	<b>Description du système de surveillance</b> Système d'alerte intrusion; Détecteurs anti-intrusions + Détecteurs anti-intrusion longue portée, Allumage de l'éclairage extérieur en cas de détection d'intrus.
<b>26. Remise en état après exploitation</b>	
L'exploitant met en sécurité et remet en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger et inconvénient. En particulier : – tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ; – les cuves et les canalisations ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux ou de provoquer un incendie ou une explosion sont vidées, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées. Elles sont, si possible, enlevées, sinon elles sont neutralisées par remplissage avec un solide inerte. Le produit utilisé pour la neutralisation recouvre toute la surface de la paroi interne et possède une résistance à terme suffisante pour empêcher l'affaissement du sol en surface.	<b>Justification :</b> Le projet est une extension, il n'est pas concerné par cet article. Conformément à l'arrêté préfectoral de demande d'enregistrement du 7 avril 2017, pour l'entrepôt existant, en cas de cessation d'activité, le site sera remis en état suivant cette demande d'enregistrement, pour un usage de type industriel.

Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 46
A1807.142		

## 1.2 RUBRIQUE 1511

L'arrêté ministériel de prescriptions générales applicable est l'arrêté du 27/03/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à **déclaration** sous la rubrique n° 1511 (entrepôts frigorifiques,) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

*L'ensemble des prescriptions relatif à l'annexe II (installations nouvelles) de l'arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement figure pages suivantes, est quasi identique sauf quelques détails ci-après...*

Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 47
A1807.142		

Arrêté ministériel de prescriptions générales applicable est l'arrêté du 27/03/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.	Justification de la conformité du site
<b>1. Dispositions générales</b>	
<b>1.1. Conformité de l'installation</b>	
<b>1.1.1. Conformité de l'installation à la déclaration</b> L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la déclaration, sous réserve du respect des prescriptions ci-dessous.	<b>Justifications :</b> Objet de la présente demande d'enregistrement L'exploitation doit être conforme à l'arrêté d'enregistrement (Plans, documents...)
<b>1.1.2. Contrôle périodique</b> L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement.  Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme : " objet du contrôle ", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables.  Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention : " le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure ".  L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.	Le site étant à enregistrement, il ne sera pas soumis au contrôle périodique.

Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 48
A1807.142		



Arrêté ministériel de prescriptions générales applicable est l'arrêté du 27/03/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.	Justification de la conformité du site
<b>1.2. Modifications</b>	
Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle déclaration	Pour information
<b>1.3. Contenu de la déclaration</b>	
La déclaration doit préciser les mesures prises relatives aux conditions d'utilisation, d'épuration et d'évacuation des eaux résiduaires et des émanations de toutes natures ainsi que d'élimination des déchets et résidus en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.	Rubrique à déclaration incluse dans un site à enregistrement
<b>1.4. Dossier installation classée</b>	
<p>L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le dossier de déclaration ;</li> <li>- les plans tenus à jour ;</li> <li>- « la preuve de dépôt de la déclaration » et les prescriptions générales ;</li> <li>- présence des arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation, lorsqu'il y en a ;</li> <li>- vérification que le volume stocké est inférieur au volume déclaré et que son implantation est cohérente avec celle déclarée ;</li> <li>- vérification que le volume stocké est inférieur au seuil maximal du régime déclaratif tel que défini à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;</li> <li>- présence de l'étude de flux thermique couvrant le volume stocké et déclaré (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).</li> </ul>	<p>Rubrique à déclaration incluse dans un site à enregistrement</p> <p>Une copie de la demande d'enregistrement devra être conservée par l'exploitant, avec la preuve de dépôt de la demande</p> <p>Etude Flumilog (cf §3, p89)</p> <p>Ces documents seront disponibles à l'issue de la construction.</p>

Arrêté ministériel de prescriptions générales applicable est l'arrêté du 27/03/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.	Justification de la conformité du site
<b>1.5. Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle</b>	
<p>L'exploitant d'une installation est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Un registre rassemblant l'ensemble des déclarations faites au titre du présent point est tenu à jour et mis, sur demande, à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	Pour information
<b>1.6. Changement d'exploitant</b>	
<p>Lorsque l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les noms, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.</p>	Pour information
<b>1.7. Cessation d'activité</b>	
<p>Lorsqu'une installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était déclarée, son exploitant en informe le préfet au moins un mois avant l'arrêt définitif. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées, conformément à l'article R. 512-66-1 du code de l'environnement.</p>	Pour information
<b>2. Etats des stocks</b>	
<p>L'exploitant tient à jour un état des quantités stockées. Cet état indique la nature et la localisation des produits stockés. L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail. Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.</p>	<p>Rubrique à déclaration incluse dans un site à enregistrement</p> <p>L'exploitant devra tenir à jour l'état et la nature de ses stocks.</p>

Arrêté ministériel de prescriptions générales applicable est l'arrêté du 27/03/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.	Justification de la conformité du site
<b>Objet du contrôle :</b> -présence de l'état de stocks et par sondage de sa cohérence ; -en cas de stockage de matières dangereuses, présence par sondage des fiches de données de sécurité.	L'exploitant n'envisage pas de stocker des matières dangereuses. Le site étant à enregistrement, il ne sera pas soumis au contrôle périodique.
3. Implantation, accessibilité	
3.1. Implantation	
<p>L'implantation des parois extérieures des cellules de l'entrepôt est telle que les effets létaux, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, restent contenus dans l'enceinte du site en cas d'incendie, en prenant en compte la configuration la plus défavorable par rapport aux matières combustibles potentiellement stockées en utilisant la méthode de calcul FLUMILOG (réf. DRA-09-90977-14553A).</p> <p>De plus, la distance entre les parois extérieures des cellules de l'entrepôt et l'enceinte du site n'est pas inférieure à 1,5 fois la hauteur du bâtiment et est au minimum de 20 mètres. Cette distance peut être ramenée à la hauteur du bâtiment si les cellules de stockage sont équipées d'un système d'extinction automatique ou, pour les cellules sous froid négatif, d'un système de détection haute sensibilité, avec transmission de l'alarme à l'exploitant ou à une société de surveillance extérieure. Cette conformité est justifiée par un document synthétique précisant clairement les conditions de validité.</p> <p>Cette distance permet par ailleurs de respecter les prescriptions du point 3.2.</p> <p>L'installation ne surmonte pas ou n'est pas surmontée de locaux habités ou occupés par des tiers.</p> <p><b>Objet du contrôle :</b>          - vérification des conditions d'implantation (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).</p>	<p>Tous les effets létaux sont maintenus dans l'enceinte des limites de propriété. (Cf Etude Flumilog (cf §3, p89))</p> <p>Le site étant à enregistrement, il ne sera pas soumis au contrôle périodique.</p> <p>La hauteur du bâtiment est de 12.30 m à l'acrotère et les parois du bâtiment sont au minima à 66 m de l'enceinte du site</p>

Arrêté ministériel de prescriptions générales applicable est l'arrêté du 27/03/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.	Justification de la conformité du site
<b>3.2. Accessibilité</b>	
<p><b>3.2.1. Accessibilité au site</b></p> <p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>On entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site, suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les dimensions de cet accès ne sont pas inférieures à celles de la voie « engins » définie au 3.2.2. Cet accès peut être ouvert sur demande des services d'incendie et de secours.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation du site stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'entrepôt, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture du stockage.</p> <p>En cas de recours à une voie d'accès secondaire des services d'incendie et de secours, elle est maintenue dégagée de tout stationnement et comporte une matérialisation faisant apparaître la mention : « accès pompiers ». Ce dispositif peut être renforcé par une signalisation de type « stationnement interdit ».</p> <p>L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours des consignes précises pour l'accueil des secours et les modalités de leur accès à tous les lieux.</p> <p><b>Objet du contrôle :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- vérification de la présence de l'accès permettant l'intervention des services d'incendie et de secours (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;</li> <li>- vérification de l'absence de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'entrepôt.</li> </ul>	<p>(Voir plan de masse §6, p103)</p> <p>Le site étant à enregistrement, il ne sera pas soumis au contrôle périodique.</p>

Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 52
A1807.142		

Arrêté ministériel de prescriptions générales applicable est l'arrêté du 27/03/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.	Justification de la conformité du site
<p><b>3.2.2. Accessibilité des engins à proximité du stockage</b></p> <p>Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'entrepôt et des bâtiments accolés et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie du stockage ou occupée par les eaux d'extinction.</p> <p>Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;</li> <li>- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 11 mètres est maintenu et une surlargeur de <math>S = 15/R</math> mètres est ajoutée ;</li> <li>- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN, avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;</li> <li>- chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;</li> <li>- aucun obstacle n'est disposé entre les accès aux stockages ou aux voies « échelles » définies aux 3.2.4 et 3.2.5 et la voie « engins ».</li> </ul> <p>En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie « engins » permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'entrepôt et des bâtiments accolés et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.</p> <p><b>3.2.3. Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site</b></p> <p>Pour permettre le croisement des engins de secours sans nécessité de manœuvre, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, présentant a minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins », et ayant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie « engins » ;</li> <li>- une longueur minimale de 15 mètres.</li> </ul>	<p>(Voir p 15)</p> <p>(Cf aussi plan de masse §6, p103, pour l'indication des pentes, et largeur de voies)</p> <p>La voie engin fera le pourtour complet du nouveau bâtiment.</p> <p>Selon l'article 3.2 de la rubrique 1530, la voie engin est de 6 m de large, il n'y a donc pas lieu d'aire de croisement (Cf plan de masse §6, p103)</p> <p>Selon l'article 3.2 de la rubrique 1530, il est prévu 2 aires de mise en station des moyens aériens directement accessibles depuis la voie périphérique,</p>

Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 53
A1807.142		

Arrêté ministériel de prescriptions générales applicable est l'arrêté du 27/03/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.	Justification de la conformité du site
<p><b>3.2.4. Mise en station des échelles</b></p> <p>Pour tout stockage en bâtiment de hauteur supérieure à 8 mètres, au moins une façade est desservie par au moins une voie « échelles » permettant la circulation et la mise en station des échelles aériennes. Cette voie « échelles » est directement accessible depuis la voie « engins » définie au 3.2.2.</p> <p>Depuis cette voie, une échelle accédant à au moins toute la hauteur du bâtiment peut être disposée.</p> <p>La voie respecte par ailleurs les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur de l'aire de stationnement au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 % ;</li> <li>- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 11 mètres est maintenu et une surlargeur de <math>S = 15/R</math> mètres est ajoutée ;</li> <li>- aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces échelles à la verticale de l'ensemble de la voie ;</li> <li>- la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et 8 mètres maximum pour un stationnement parallèle au bâtiment et inférieure à 1 mètre pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment ;</li> <li>- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum, et présente une résistance au poinçonnement minimale de 80 N/cm<sup>2</sup>.</li> </ul> <p>Par ailleurs, pour tout entrepôt de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des secours, sur au moins deux façades, cette voie « échelles » permet d'accéder à des ouvertures.</p> <p>Ces ouvertures permettent au moins un accès par étage pour chacune des façades disposant de voie « échelles » et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre. Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services de secours.</p>	<p>Voir plan de masse §6, p103 pour les caractéristiques de la voie échelle</p> <p>Le futur bâtiment n'a pas d'étages</p> <p>Les portes sectionnelles sont accessibles par des voiries de largeur supérieure à 1.80 m.</p>

Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 54
A1807.142		

Arrêté ministériel de prescriptions générales applicable est l'arrêté du 27/03/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.		Justification de la conformité du site
<p><b>3.2.5. Etablissement du dispositif hydraulique depuis les engins</b></p> <p>A partir de chaque voie « engins » ou « échelles » est prévu un accès à toutes les issues du bâtiment par un chemin stabilisé de 1,80 mètre de large au minimum.</p> <p><b>3.2.6. Accès des secours à l'entrepôt</b></p> <p>Les accès des locaux de stockage permettent l'intervention rapide des secours depuis l'extérieur des cellules de stockage ou depuis un espace à l'abri des effets du sinistre, qui peut être une cellule adjacente. Leur nombre minimal permet que tout point d'un bâtiment de stockage ne soit pas distant de plus de 50 mètres effectifs de l'un d'eux et 25 mètres dans les parties de bâtiment formant cul-de-sac. Ils sont au moins deux, dans deux directions opposées, dans chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1 000 mètres carrés.</p>		<p>Pour la cellule à T°C contrôlée, la distance entre tout point du bâtiment et une issue vers l'extérieur (ou abri des effets du sinistre) est inférieure à 50 m.</p> <p>Cette distance est inférieure à 25 m dans les culs de sac.</p>
<p><b>4. Dispositions relatives au comportement au feu des bâtiments</b></p> <p><b>4.1. Structure du bâtiment</b></p> <p>Les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément de structure n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leur dispositif de recoupement et ne favorise pas l'effondrement de la structure vers l'extérieur.</p> <p>Les locaux abritant l'installation présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales précisées au niveau du présent point 4.1.</p> <p>L'ensemble de la structure est R15. Pour les entrepôts à simple rez-de-chaussée de plus de 12,50 mètres de hauteur, la structure est R60, sauf si le bâtiment est doté d'un dispositif d'extinction automatique d'incendie. Pour les entrepôts de deux niveaux ou plus, les planchers (hors mezzanines) sont EI 120 et les structures porteuses des planchers R120.</p> <p>Les parois extérieures sont construites en matériaux B s3 d0.</p> <p>Les parois séparatives entre deux cellules sont REI 120 ; ces parois sont prolongées latéralement le long du mur extérieur sur une largeur de 2 mètres ou sont prolongées perpendiculairement au mur</p>		
<p><b>Aucune habitation sur site</b></p>		
<p>La hauteur du bâtiment est de 12.30 m à l'acrotère.</p> <p>La structure est de type poteaux poutres béton, sans étage, et sera au minima R60.</p> <p>Il n'y a pas de sprinklage</p> <p>Voir p 21</p>		
Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 55
A1807.142		

Arrêté ministériel de prescriptions générales applicable est l'arrêté du 27/03/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.	Justification de la conformité du site
<p>extérieur de 1 mètre en saillie de la façade. Si les parois extérieures du bâtiment sont construites en matériaux A2 s1 d0, ces distances sont ramenées respectivement à 1 mètre et 0,5 mètre.</p> <p>Les éléments séparatifs entre cellules dépassent d'au moins 1 mètre la couverture du bâtiment au droit du franchissement. La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives.</p> <p>Cette bande est en matériaux A2 s1 d0 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d0.</p> <p>Les murs séparatifs entre une cellule et un local technique (hors chaufferie) sont REI 120 jusqu'en sous-façade ou une distance libre de 10 mètres est respectée entre la cellule et le local technique.</p> <p>Les bureaux et les locaux sociaux, à l'exception des bureaux dits de quai destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages et les quais, sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage. Cette distance peut être inférieure à 10 mètres si les bureaux et locaux sociaux sont isolés par une paroi jusqu'en sous-face de toiture et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte, qui sont tous REI 120, sans que ces locaux soient contigus avec les cellules où sont présentes des matières dangereuses.</p> <p>Il est également possible que les bureaux soient situés à l'intérieur d'une cellule. Dans ce cas, en complément des dispositions de l'alinéa précédent, pour ces bureaux, à l'exception des bureaux dits de quai :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le plafond est REI 120 ;</li> <li>- le plancher est également REI 120 si les bureaux sont situés en étage.</li> </ul> <p>Le degré de résistance au feu exigé pour les murs ou parois séparatifs est à conserver, notamment au niveau des ouvertures, en intégrant des dispositifs assurant un degré de résistance au feu au moins équivalent (par exemple des dispositifs de fermeture pour les baies, convoyeurs et portes ou des dispositifs de calfeutrement pour les passages de gaines et câbles électriques).</p> <p>Le compartimentage de la ou des cellules sinistrées est assuré notamment par la fermeture automatique en cas d'incendie des portes coupe-feu et des éventuelles ouvertures non rebouchées effectuées dans les parois séparatives coupe-feu.</p>	Voir p21

Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 56
A1807.142		



Arrêté ministériel de prescriptions générales applicable est l'arrêté du 27/03/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.	Justification de la conformité du site
<p>Le dispositif de fermeture est aussi manœuvrable à la main, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C.</p> <p>Les portes satisfont une classe de durabilité C2.</p> <p>Le sol des aires et locaux de stockage est de classe A1fl.</p> <p>Les éléments de support de couverture de toiture, hors isolant, sont réalisés en matériaux A2 s1 d0.</p> <p>Les isolants de support de couverture de toiture sont réalisés en matériaux B s3 d0.</p> <p>La couverture de toiture surmontant un comble satisfait la classe et l'indice BROOF (t3).</p> <p>Dans le cas où la couverture de la cellule frigorifique assure la fonction de toiture, soit elle satisfait la classe et l'indice BROOF (t3), soit les éléments séparatifs entre cellules dépassent d'au moins 2 mètres la couverture du bâtiment au droit du franchissement et la toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 10 mètres de part et d'autre des parois séparatives.</p> <p>Cette bande est en matériaux A2 s1 d0 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d0.</p> <p>Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfont à la classe d0.</p> <p><b>Objet du contrôle :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- vérification de la présence des murs ou parois séparatifs entre cellules (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;</li> <li>- vérification de la présence de justificatifs montrant que les caractéristiques des parois séparatives (matériaux, épaisseurs, etc.) sont compatibles avec la tenue au feu prescrite (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).</li> </ul>	<p>Le sol en béton sera de classe A1fl.</p> <p>Le site étant à enregistrement, il ne sera pas soumis au contrôle périodique.</p> <p>La toiture sera Broof (t3)</p>
<b>4.2. Détection automatique</b>	

Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 57
A1807.142		

Arrêté ministériel de prescriptions générales applicable est l'arrêté du 27/03/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.		Justification de la conformité du site
<p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les combles (lorsqu'ils existent), les locaux techniques et les bureaux à moins de 10 mètres des stockages.</p> <p>Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment sinistré.</p> <p>Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique. Dans ce cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection précoce de tout départ d'incendie en tenant compte de la nature des produits stockés et réalise une étude technique permettant de le démontrer.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.</p> <p><b>Objet du contrôle :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- présence de la détection automatique d'incendie dans les cellules, les combles, les locaux techniques et les bureaux à moins de 10 mètres des stockages (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;</li><li>- présence de la démonstration de la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection ;</li><li>- présence des consignes de maintenance ;</li><li>- présence du compte rendu des vérifications de maintenance et des tests des dispositifs de détection d'incendie datant de moins d'un an (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).</li></ul>		Voir p31
Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 58
A1807.142		

Arrêté ministériel de prescriptions générales applicable est l'arrêté du 27/03/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.		Justification de la conformité du site
<b>4.3. Installations électriques et éclairage</b>		
<p><b>A.</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques les éléments justifiant que les installations électriques sont réalisées conformément aux normes en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.</p> <p>Si l'éclairage met en œuvre des technologies pouvant, en cas de dysfonctionnement, projeter des éclats ou des éléments chauds susceptibles d'être source d'incendie (comme des gouttes chaudes en cas d'éclatement de lampes à vapeur de sodium ou de mercure), l'exploitant prend toute disposition pour que tous les éléments soient confinés dans l'appareil en cas de dysfonctionnement.</p> <p>Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs. Ils sont au moins éloignés de 0,5 mètre des stockages.</p> <p>Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.</p> <p><b>Objet du contrôle :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- présence des documents justifiant que les installations électriques sont réalisées conformément aux normes en vigueur, entretenues en bon état (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;</li> <li>- vérification que seul l'éclairage électrique est utilisé, dans le cas d'un éclairage artificiel ;</li> <li>- vérification que les dispositions sont prises pour que les éléments soient confinés dans l'appareil d'éclairage, en cas de mise en œuvre de technologie d'éclairage pouvant, en cas de dysfonctionnement, projeter des éclats ou des éléments chauds susceptibles d'être source d'incendie.</li> </ul>		<p>UN CCTP travaux d'électricité est déjà rédigé et fait référence aux normes à respecter.</p> <p>Le site étant à enregistrement, il ne sera pas soumis au contrôle périodique.</p> <p>Eclairage de l'entrepôt, locaux de charge, locaux sociaux et sanitaires à LED.</p> <p>Eclairage de secours à bloc autonome étanche débordage à LED et bloc phare classe II, 850°</p> <p>Tous les éclairages seront éloignés d'au moins 0.5 m des stockages et en dehors de points susceptibles d'être choqués.</p> <p>Les câbles utilisés seront de catégorie C2 (non propagateur de la flamme) pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Asservissement et signalisation des dispositifs actionnés de sécurité (DAS)</li> <li>• Liaisons entre éléments constituant le système de détection incendie (détecteurs, déclencheurs, l'équipement de contrôle et de Signalisation)</li> <li>• Eclairage d'évacuation,</li> </ul>
Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 59
A1807.142		

Arrêté ministériel de prescriptions générales applicable est l'arrêté du 27/03/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.	Justification de la conformité du site
<p><b>B.</b> Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur de l'entrepôt, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés du stockage par des parois et des portes résistantes au feu. Ces parois sont REI 120 et ces portes EI2 120 C.</p> <p><b>Objet du contrôle :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- vérification de la présence du compartimentage prévu pour les locaux où sont situés les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur de l'entrepôt (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).</li> </ul> <p><b>C.</b> L'exploitant met en œuvre les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé, afin de protéger les bâtiments contre le risque foudre.</p> <p><b>Objet du contrôle :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- présence du ou des parafoudres et paratonnerres requis et vérifiés en application de l'arrêté du 4 octobre 2010 (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).</li> </ul> <p><b>D.</b> Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p><b>E.</b> Des dispositions sont prises pour que les équipements techniques (systèmes de réchauffage électrique des encadrements de portes, résistances de dégivrage, soupapes d'équilibrage de pression, etc.) présents à l'intérieur des chambres froides ou sur les parois de celles-ci ne soient pas une cause possible d'inflammation ou de propagation d'incendie.</p> <p>En particulier, si les panneaux sandwichs ne sont pas A2 s1 d0, les câbles électriques les traversant sont pourvus de fourreaux non propagateurs de flamme, de manière à garantir l'absence de contact direct entre le câble et le parement du panneau ou de l'isolant, les parements métalliques devant être percés proprement et ébavurés. Les résistances électriques de réchauffage ne sont pas en contact direct avec les isolants.</p>	<p>Il n'y aura pas de nouveau transformateur associé au projet. Le futur bâtiment sera alimenté depuis le TGBT existant et situé vers l'entrée du site, à par le biais de câbles enterrés.</p> <p>Voir p 35</p>

Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 60
A1807.142		

Arrêté ministériel de prescriptions générales applicable est l'arrêté du 27/03/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.	Justification de la conformité du site
<p>En outre, si les panneaux sandwichs ne sont pas A2 s1 d0, les équipements électriques sont positionnés de façon à respecter une distance minimale conforme à la norme NF P75-401, version octobre 2001.</p> <p><b>F.</b> Les câbles électriques forment un S au niveau de l'alimentation du luminaire pour faire goutte d'eau et éviter la pénétration d'humidité.</p> <p>A proximité d'au moins une issue de l'entrepôt, un interrupteur est installé, bien signalé, qui permet de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule.</p> <p>Les gainages électriques et autres tuyauteries ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.</p> <p>Les prises électriques destinées à l'alimentation des groupes frigorifiques des véhicules sont installées sur un support A2 s1 d0.</p>	<p>Il n'y a pas de prises électriques destinées à l'alimentation frigorifiques des véhicules</p>
4.4. Chauffage et charge des batteries	
<p><b>4.4.1. Chauffage</b></p> <p>S'il existe une chaufferie, elle est située dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur à l'entrepôt ou isolé par une paroi REI 120. Toute communication éventuelle entre le local et l'entrepôt se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes E 60 C, soit par une porte EI2 120 C et de classe de durabilité C2.</p> <p>A l'extérieur de la chaufferie sont installés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une vanne sur la tuyauterie d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'arrivée du combustible ;</li> <li>- un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ;</li> <li>- un dispositif sonore et visuel d'avertissement en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.</li> </ul>	<p>Il n'y aura pas de nouvelle chaufferie Voir p37</p> <p>Des roof top permettront de refroidir la cellule à température contrôlée si besoin (15 °C et 25 °C), par air pulsé.</p>

Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 61
A1807.142		

Arrêté ministériel de prescriptions générales applicable est l'arrêté du 27/03/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.		Justification de la conformité du site
<p>Aucune tuyauterie aérienne de gaz inflammable n'est présente dans les cellules de stockage.</p> <p>Le chauffage de l'entrepôt et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.</p> <p>Dans le cas d'un chauffage par air chaud pulsé de type indirect produit par un générateur thermique, toutes les gaines d'air chaud sont entièrement réalisées en matériaux A2 s1 d0. En particulier, les tuyauteries métalliques, lorsqu'elles sont calorifugées, ne sont garnies que de calorifuges en matériaux A2 s1 d0. Des clapets coupe-feu sont installés si les tuyauteries traversent un mur entre deux cellules, afin de conserver les performances de tenue au feu du mur traversé. Les moyens de chauffage des bureaux de quai, s'ils existent, présentent les mêmes garanties de sécurité que celles prévues pour les locaux dans lesquels ils sont situés.</p> <p>Les moyens de chauffage des postes de conduite des engins de manutention, s'ils existent, présentent les mêmes garanties de sécurité que celles prévues pour les locaux dans lesquels ils circulent.</p> <p><b>Objet du contrôle :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- vérification que la chaufferie est dans un local exclusivement réservé à cet effet (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;</li><li>- vérification de la présence d'une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ;</li><li>- vérification de la présence d'un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ;</li><li>- vérification de la présence du dispositif sonore et visuel d'avertissement en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs, ou d'un autre système d'alerte d'efficacité équivalente ;</li><li>- vérification de l'absence de tuyauterie de gaz inflammable au niveau des cellules de stockage (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).</li></ul>		<p>Les 2 roof top seront implantés sur la toiture le long de la façade Nord,</p> <p>Ils alimenteront des gaines de ventilation extérieures en tôle d'acier galvanisée double peau (Isolation d'épaisseur 50 mm en laine minérale A1)</p>
Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 62
A1807.142		

Arrêté ministériel de prescriptions générales applicable est l'arrêté du 27/03/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.		Justification de la conformité du site
<p><b>4.4.2. Recharge des batteries</b></p> <p>La recharge des batteries est protégée contre les risques de court-circuit et de surcharge des batteries.</p> <p>En cas de risques liés à des émanations de gaz, la recharge de batteries est réalisée dans un local exclusivement réservé à cet effet, correctement ventilé, extérieur à l'entrepôt ou isolé par une paroi REI 120. Toute communication éventuelle entre le local et l'entrepôt se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes E 60 C, soit par une porte EI2 120 C et de classe de durabilité C2.</p> <p>En l'absence de risques liés à des émanations de gaz, la recharge de batteries est réalisée dans un local répondant aux dispositions de l'alinéa précédent ou dans une zone de recharge limitée à une par cellule et distante de plus de 3 mètres de toute matière combustible. Dans le cas d'un stockage automatisé, il n'est pas nécessaire d'aménager une telle zone.</p> <p>L'utilisation de chariots thermiques est interdite.</p> <p><b>Objet du contrôle :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- vérification que la recharge de batteries est réalisée dans un local exclusivement réservé à cet effet ou dans une zone de recharge en cellule correctement aménagée (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;</li><li>- vérification de l'absence de chariots thermiques</li></ul>		<p>Les locaux de charge sont isolés des cellules par des parois REI 120.</p> <p>Les tableaux divisionnaires des locaux de charges seront raccordés au TGBT existant avec des protections équipées de compteur d'énergie – disjoncteur à mesure intégré</p> <p>Voir p36</p> <p>Il n'y aura pas de chariots thermiques dans les cellules.</p>
Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 63
A1807.142		

Arrêté ministériel de prescriptions générales applicable est l'arrêté du 27/03/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.	Justification de la conformité du site
<b>4.5. Désenfumage</b>	
<p>Les prescriptions des points 4.5.1 à 4.5.3 s'appliquent aux combles de tous les entrepôts frigorifiques et aux cellules de stockage des entrepôts frigorifiques (surmontées ou non de combles) ayant des températures de stockage des produits strictement supérieures à 10 °C.</p> <p>Les cellules de stockage des entrepôts frigorifiques ayant des températures de stockage des produits inférieures ou égales à 10 °C, sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- soit équipées d'installation de désenfumage adaptées. Si elles sont différentes de celles prévues aux points 4.5.1 à 4.5.3, leur efficacité est justifiée par un organisme compétent en matière de désenfumage et l'exploitant intègre la procédure opérationnelle d'utilisation au niveau des consignes à mettre en œuvre en cas d'incendie ;</li> <li>- soit non désenfumées. L'exploitant précise clairement au niveau des cellules concernées qu'elles ne sont pas désenfumées et intègre les dispositions adaptées au niveau des consignes à mettre en œuvre en cas d'incendie.</li> </ul> <p><b>4.5.1. Cantonnement</b></p> <p>Les cantons de désenfumage ont une superficie maximale de 1 600 mètres carrés et une longueur maximale de 60 mètres.</p> <p>Chaque écran de cantonnement est DH 30 en référence à la norme NF EN 12101-1, version juin 2006, et a une hauteur minimale de 1 mètre.</p> <p>La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 1 mètre. Le niveau haut du stockage est au moins à 0,5 mètre au-dessous du niveau bas des écrans de cantonnement.</p>	<p>La température de stockage est de 15 à 25 °C, donc &gt;10 °C</p> <p>L'écran de chaque cantonnement sera de classe DH30 et d'une hauteur d'au moins 1 m</p> <p>Voir p23</p>

Enregistrement	<p align="center">SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne</p>	<p align="right">Page 64</p>
A1807.142		



Arrêté ministériel de prescriptions générales applicable est l'arrêté du 27/03/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.	Justification de la conformité du site
<p><b>4.5.2. Désenfumage</b></p> <p>Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et des chaleurs (DENFC).</p> <p>Un DENFC de superficie utile comprise entre 0,5 et 6 mètres carrés est prévu pour 250 mètres carrés de superficie projetée de toiture.</p> <p>Les DENFC sont implantés sur la toiture à au moins 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires est supérieure ou égale à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.</p> <p>L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.</p> <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du bâtiment ou depuis la zone de désenfumage, ou depuis la cellule à désenfumer dans le cas d'un bâtiment divisé en plusieurs cantons ou cellules.</p> <p>Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès de chacune des cellules de stockage et installées conformément à la norme NF S61-932, version décembre 2008. Elles ne sont pas placées à l'intérieur des zones à température négative.</p> <p>Les DENFC, en référence à la norme NF EN 12101-2, version octobre 2003, présentent les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- système d'ouverture de type B (ouverture + fermeture) ;</li> <li>- fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité) ;</li> <li>- classification de la surcharge neige à l'ouverture : SL 250 (25 daN/m<sup>2</sup>) pour des altitudes inférieures ou égales à 400 mètres et SL 500 (50 daN/m<sup>2</sup>) pour des altitudes comprises entre 400 et 800 mètres. La classe SL 0 est utilisable si la région d'implantation n'est pas susceptible d'être enneigée ou si des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige. Au-dessus de 800 mètres, les exutoires sont de la classe SL 500 et installés avec des dispositions constructives empêchant l'accumulation de la neige ;</li> </ul>	Voir p23

Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 65
A1807.142		

Arrêté ministériel de prescriptions générales applicable est l'arrêté du 27/03/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.	Justification de la conformité du site
<p>- classe de température ambiante T(-15) ;  - classe d'exposition à la chaleur B 300.</p> <p>En présence d'un système d'extinction automatique, les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.</p> <p>En cas d'entrepôt à plusieurs niveaux, les niveaux autres que celui sous toiture sont désenfumés conformément aux dispositions de l'instruction technique 246 du ministre chargé de l'intérieur relative au désenfumage dans les établissements recevant du public.</p> <p><b>4.5.3. Amenées d'air frais</b></p> <p>Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants ou ouvertures en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.</p> <p><b>Objet du contrôle :</b></p> <p>- vérification de la présence des dispositifs de désenfumage et de leurs dispositifs de commande (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).</p>	
4.6. Equipements frigorifiques	
<p>Les tuyauteries de transports des fluides frigorifiques sont implantées suivant les règles de l'art, afin notamment de les protéger de chocs éventuels lors des opérations de manutention des produits stockés.</p>	<p>La température est contrôlée par des roof top, placés sur les toits. Avec le système de chauffage, ils assureront une température entre 15 et 25 °C (Température positive)</p> <p>Cette cellule est équipée d'un système de détection incendie de type multiponctuel.</p>

Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 66
A1807.142		

Arrêté ministériel de prescriptions générales applicable est l'arrêté du 27/03/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.	Justification de la conformité du site
<p>Des détecteurs sont implantés et entretenus dans les zones à risque susceptibles d'être génératrices de gaz toxique. Dans ces zones, l'exploitant définit des consignes d'exploitation spécifiques et prévoit les équipements de protection individuelle nécessaires pour intervenir en sécurité.</p> <p><b>Objet du contrôle :</b></p> <p>- vérification de la présence des détecteurs dans les zones à risque susceptibles d'être génératrices de gaz toxiques (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).</p>	
5. Dispositions d'exploitation	
5.1. Cellules	
<p><b>5.1.1. Caractéristiques géométriques des cellules</b></p> <p>La taille des surfaces des cellules de stockage est limitée de façon à réduire la quantité de matières combustibles en feu et d'éviter la propagation du feu d'une cellule à l'autre.</p> <p>La surface maximale des cellules est égale à 3 000 mètres carrés en l'absence de système d'extinction automatique d'incendie et 6 000 mètres carrés en présence d'un système d'extinction automatique d'incendie adapté à la nature des produits stockés.</p> <p>Dans le cas des cellules non équipées de système d'extinction automatique d'incendie, la largeur du bâtiment accueillant ces cellules est limitée à 75 mètres.</p> <p>La surface maximale des cellules à température négative peut être portée à 4 500 mètres carrés en l'absence de système d'extinction automatique d'incendie, si ces cellules sont équipées d'un système de détection haute sensibilité, avec transmission de l'alarme à l'exploitant ou à une société de surveillance extérieure. Cette conformité est justifiée par un document synthétique précisant clairement les conditions de validité.</p>	<p>Les cellules ne sont pas sprinklées mais n'excèdent pas 3000 m²</p> <p>La largeur du bâtiment est de 50 m.</p> <p>Il n'y a pas de mezzanines dans les cellules</p>

Arrêté ministériel de prescriptions générales applicable est l'arrêté du 27/03/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.	Justification de la conformité du site
<p>Dans le cas où, dans une cellule, un niveau comporte plusieurs mezzanines, l'exploitant démontre, par une étude, que ces mezzanines n'engendrent pas de risque supplémentaire, et notamment qu'elles ne gênent pas le désenfumage en cas d'incendie.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- vérification du non-dépassement des dimensions maximales des cellules (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;</li> <li>- vérification de l'absence de mezzanine occupant plus de 50 % de la surface au sol de la cellule (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).</li> </ul> <p><b>5.1.2. Caractéristiques géométriques des stockages</b></p> <p><b>A. Généralités :</b></p> <p>Une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des stockages et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de chauffage ; cette distance respecte la distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe.</p> <p>De plus, pour les matières dangereuses liquides au sens du règlement (CE) n° 1272/2008 susvisé (à l'exception de celles uniquement corrosives, nocives ou irritantes), leur hauteur de stockage est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur et des moyens de prévention et de protection adaptés sont mis en place.</p> <p>La distance d'éloignement des stockages par rapport aux parois des cellules définie aux B et C peut être inférieure si elle est couverte par la qualification du système d'extinction automatique.</p> <p>La fermeture automatique des dispositifs d'obturation (comme par exemple, les dispositifs de fermeture pour les baies, convoyeurs et portes des parois ayant des caractéristiques de tenue au feu) n'est pas gênée par les stockages ou des obstacles.</p> <p>Tout stockage est interdit dans les combles. Les combles sont accessibles en toutes circonstances.</p>	<p>La distance minimale de 1 mètre est bien respectée entre le sommet des stockages et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de chauffage (Voir aussi p 65)</p> <p>Il n'y a pas de stockage de matières dangereuses.</p> <p>Il n'y a pas de stockage prévu à proximité de dispositifs d'obturation.</p> <p>Il n'y a pas de combles.</p>

Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 68
A1807.142		

[illegible]

Enregistrement	<p align="center">SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne</p>	<p align="right">Page 69</p>
A1807.142		

Arrêté ministériel de prescriptions générales applicable est l'arrêté du 27/03/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.	Justification de la conformité du site
<p>La distance par rapport aux parois de la cellule pour les stockages en rayonnage ou en paletier est supérieure ou égale à 0,15 mètre.</p> <p><b>Objet du contrôle :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- vérification du respect des conditions de stockage (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;</li> <li>- vérification que la fermeture automatique des dispositifs d'obturation n'est pas gênée (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;</li> <li>- vérification de l'absence de stockage dans les combles (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).</li> </ul>	<p>La distance par rapport aux parois de la cellule, pour le stockage en racks est supérieure à 0.15 m.</p>
<b>5.2. Propreté de l'installation</b>	
<p>Les surfaces à proximité du stockage sont maintenues propres et régulièrement nettoyées, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.</p> <p>Le matériel de nettoyage est adapté aux risques.</p> <p>Toutes précautions sont prises pour éviter les risques d'envol.</p>	<p>Les locaux seront maintenus propres par les salariés.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant fera appel à une entreprise extérieure spécialisée pour le nettoyage de son entrepôt.</p>
<b>5.3. Travaux</b>	
<p>Les travaux de réparation ou d'aménagement de l'entrepôt frigorifique ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;</li> <li>- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;</li> <li>- les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ;</li> </ul>	

Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 70
A1807.142		

Arrêté ministériel de prescriptions générales applicable est l'arrêté du 27/03/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.	Justification de la conformité du site
<p>- l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ;</p> <p>- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.</p> <p>Ce document ou dossier est établi sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p> <p>Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	<p><b>Aucune justification demandée</b></p> <p>Voir page</p> <p>Dans les parties présentant des risques au feu, un affichage d'interdiction d'apport de feu sera clairement visible.</p> <p>En cas de travaux par point chaud, ces derniers feront l'objet d'un plan de prévention et d'un permis feu</p>
<p><b>5.4. Consignes d'exploitation</b></p>	
<p>Des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'interdiction de fumer ;</li> <li>- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;</li> <li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité du stockage ;</li> </ul>	<p>Un affichage est prévu pour les consignes ci-contre.</p>

Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 71
A1807.142		

Arrêté ministériel de prescriptions générales applicable est l'arrêté du 27/03/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.	Justification de la conformité du site
<ul style="list-style-type: none"> <li>- l'obligation d'établir un document ou dossier conforme aux dispositions prévues <u>au point 5.3</u>, pour les parties concernées de l'installation ;</li> <li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;</li> <li>- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li> <li>- la procédure d'alerte, avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention du site, des services d'incendie et de secours ;</li> <li>- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</li> </ul> <p><b>Objet du contrôle :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- présence et affichage de chacune des consignes.</li> </ul>	
<b>5.5. Matières dangereuses</b>	
<p>Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse, ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne sont pas stockées dans la même cellule.</p> <p>De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée, sans être surmontées d'étages ou de niveaux.</p>	Il n'y a pas de stockage de matières dangereuses.



Arrêté ministériel de prescriptions générales applicable est l'arrêté du 27/03/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.		Justification de la conformité du site
<b>5.6. Vérification périodique et maintenance des équipements</b>		
<p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, extincteurs, robinets d'incendie armés, bouches ou poteaux d'incendie, par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels font l'objet de rapports de contrôle et sont inscrites sur un registre.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- présence du registre et des rapports de contrôle des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).</li> </ul>		<p>Un contrôle périodique et une maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie est prévu.</p> <p>De même pour les installations électriques comme les Roof-top</p> <p>Un registre recueillera les rapports de ces contrôles et entretiens.</p>
<b>5.7. Brûlage</b>		
Le brûlage des déchets ou de tout produit à l'air libre est interdit.		Il n'y aura pas de brûlage de déchets
<b>6. Sols et rétentions</b>		
<b>6.1. Aires de manipulation de matières dangereuses</b>		
<p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol et nécessaires à l'exploitation du stockage est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- présence de l'équipement destiné à recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</li> </ul>		Il n'y a pas de stockage de matières dangereuses
Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 73
A1807.142		

Arrêté ministériel de prescriptions générales applicable est l'arrêté du 27/03/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.		Justification de la conformité du site
<b>6.2. Récupération, confinement et rejet des eaux</b>		
<p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Pour les installations existantes, à défaut de pouvoir respecter l'ensemble des prescriptions du 6.2, l'exploitant dispose au minimum de consignes permettant de préciser les capacités de confinement possibles sur le site des eaux d'extinction d'incendie, les modes opératoires pour les mettre en œuvre, les mesures permettant de compléter ces capacités (par exemple : procédure de mise en place de moyens de pompage extérieurs) et les mesures permettant de définir, pour ces eaux récupérées, comment respecter les conditions de rejets ou d'élimination définies par le présent arrêté.</p> <p>Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique.</p> <p>En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.</p> <p>Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p>		Voir p 30.
Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 74
A1807.142		

Arrêté ministériel de prescriptions générales applicable est l'arrêté du 27/03/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.	Justification de la conformité du site
<p>Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Les eaux d'extinction ainsi confinées lors d'un incendie sont analysées afin de déterminer si un traitement est nécessaire avant rejet.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. Pour chaque cellule, l'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie ;</li> <li>- du volume de produit libéré par cet incendie ;</li> <li>- du volume d'eau lié aux intempéries, à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement, lorsque le confinement est externe.</li> </ul> <p>Le volume du confinement nécessaire est alors déterminé par le plus grand résultat obtenu par ces différents calculs.</p> <p>Les rejets respectent les valeurs limites suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- matières en suspension (NF T90-105) : 100 mg/l ;</li> <li>- DCO (NF T90-101) : 300 mg/l ;</li> <li>- DBO5 (NF T90-103) : 100 mg/l.</li> </ul> <p><b>Objet du contrôle :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- vérification de la position fermée des orifices d'écoulement, en cas de confinement interne ;</li> <li>- présence de dispositif d'obturation automatique, en cas de confinement externe (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).</li> </ul>	

Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 75
A1807.142		

Arrêté ministériel de prescriptions générales applicable est l'arrêté du 27/03/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.	Justification de la conformité du site
7. Moyens de lutte contre l'incendie	
<p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt (hors chambres froides à température négative), sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Les extincteurs destinés à protéger les chambres froides à température négative sont installés à l'extérieur de celles-ci, sur les quais, près des accès. La dotation requise pour les quais n'est alors pas cumulée avec celle des chambres froides à température négative ;</li> <li>- de robinets d'incendie armés, hors chambres froides à température négative, situés au plus près des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ;</li> <li>- d'appareils d'incendie (bouches ou poteaux d'incendie par exemple) équipés de prises de raccordement d'un diamètre nominal de 100 ou 150 millimètres (DN100 ou DN150) conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un appareil d'incendie permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure. Les appareils d'incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par rapport aux voies praticables par les engins de secours).</li> </ul> <p>Les caractéristiques des ressources en eaux d'extinction et de refroidissement nécessaires (notamment emplacement, débit, quantité) sont conformes au document technique D9 (Guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001).</p>	<p>Voir p 32</p> <p>Voir p 32</p>

Arrêté ministériel de prescriptions générales applicable est l'arrêté du 27/03/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.		Justification de la conformité du site
<p>Pour répondre aux besoins calculés, les appareils sont alimentés par le réseau d'eau public ou privé sous une pression dynamique de 1 bar, sans dépasser 8 bars. Si un complément est nécessaire, il peut être apporté par une ou plusieurs réserves d'eau propre au site, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Chaque réserve a une capacité minimale réellement utilisable de 120 mètres cubes, et est dotée d'une plateforme d'aspiration.</p> <p>A défaut de respecter l'ensemble des prescriptions des trois alinéas précédents, une solution ayant recueilli au préalable l'avis des services d'incendie et de secours peut être mise en œuvre.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage.</p> <p><b>Objet du contrôle :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- présence des moyens de lutte contre l'incendie et respect de leurs règles d'implantation (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;</li><li>- présence de la quantité d'eau d'extinction et de refroidissement nécessaire (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;</li><li>- présence de la justification de la disponibilité effective du débit pour les hydrants sous pression (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).</li></ul>		
Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 77
A1807.142		

Arrêté ministériel de prescriptions générales applicable est l'arrêté du 27/03/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.	Justification de la conformité du site
8. Cuvettes de rétention	
<p>Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation, qui est maintenu fermé.</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients, si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale ou 50 %, dans le cas de liquides inflammables, avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.</p> <p>Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention.</p> <p>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme déchets.</p> <p><b>Objet du contrôle :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- vérification par sondage de la présence des cuvettes de rétention étanches.</li> </ul>	<p>Il n'est pas prévu de stockage de produit dangereux pour l'environnement</p>

Arrêté ministériel de prescriptions générales applicable est l'arrêté du 27/03/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.	Justification de la conformité du site
<b>9. Déchets</b>	
<b>9.1. Récupération, recyclage, élimination</b>	Voir p 8
L'exploitant traite ou fait traiter les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.	<b>Chaque locataire sera responsable de la gestion de ses déchets (Tri, recyclage, traitement par filière appropriée)</b> Les boues issues des séparateurs à hydrocarbures seront envoyées dans un centre de traitement adapté.
<b>9.2. Contrôles des circuits</b>	
L'exploitant est tenu aux obligations de registre, de déclaration d'élimination de déchets et de bordereau de suivi dans les conditions fixées par la réglementation.  Objet du contrôle : - présence des registres de déclaration d'élimination des déchets et des bordereaux de suivi.	Aucun déchet particulier lié à l'activité
<b>9.3. Stockage des déchets</b>	
Les déchets produits par l'installation sont stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (notamment prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs, etc.).  La quantité de déchets stockés sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.	

Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 79
A1807.142		

Arrêté ministériel de prescriptions générales applicable est l'arrêté du 27/03/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.	Justification de la conformité du site
<b>9.4. Déchets non dangereux</b>	
<p>Les déchets non dangereux (par exemple bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc, etc.) et non souillés par des produits toxiques ou polluants sont récupérés, valorisés ou traités en s'assurant que la personne à qui ils sont remis est autorisée à les prendre en charge.</p> <p>Les seuls modes de traitement autorisés pour les déchets d'emballage sont la valorisation par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux utilisables ou de l'énergie.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux détenteurs de déchets d'emballage qui en produisent un volume hebdomadaire inférieur à 1 100 litres et qui les remettent au service de collecte et de traitement des communes.</p>	
<b>9.5. Déchets dangereux</b>	
<p>Les déchets dangereux sont traités dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement, dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement. Un registre des déchets dangereux produits, comprenant a minima la nature, le tonnage et la filière d'élimination, est tenu à jour. L'exploitant émet un bordereau de suivi dès qu'il remet ces déchets à un tiers et est en mesure d'en justifier le traitement. Les documents justificatifs sont conservés cinq ans.</p>	<p>Les déchets dangereux seront : des tubes fluorescents usagés, du matériel informatique et électronique défectueux ou obsolète, des cartouches (imprimantes, photocopieurs) issus des bureaux, et boues de séparateurs hydrocarbures (15 05 02).</p> <p>Ils seront triés et récupérés par les filières adaptées</p>



Arrêté ministériel de prescriptions générales applicable est l'arrêté du 27/03/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.	Justification de la conformité du site
<b>10. Bruits et vibrations</b>	
<b>10.1. Valeurs limites de bruit</b>	
<p>Au sens du présent arrêté, on appelle :</p> <p>« <b>Émergence</b> » : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation) ;</p> <p>« <b>zones à émergence réglementée</b> » :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de la déclaration, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) ;</li> <li>- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de la déclaration ;</li> <li>- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de la déclaration dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.</li> </ul> <p>L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.</p> <p>Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p>	Voir p44



Arrêté ministériel de prescriptions générales applicable est l'arrêté du 27/03/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.	Justification de la conformité du site
<b>10.2. Véhicules, engins de chantier</b>	
<p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.</p> <p>En particulier, les engins de chantier sont conformes à un type homologué.</p> <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (par exemple sirènes, avertisseurs, haut-parleurs), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p>	Voir p45
<b>10.3. Vibrations</b>	
Les vibrations émises sont conformes aux dispositions fixées à l'annexe III. Une mesure du niveau de vibrations est effectuée par une personne ou un organisme qualifié à tout moment sur demande de l'inspection.	Aucune vibration particulière ne sera liée à l'activité du site
<b>10.4. Surveillance par l'exploitant des émissions sonores</b>	
Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée par une personne ou un organisme qualifié à tout moment, sur demande de l'inspection. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation, sur une durée d'une demi-heure au moins.	Voir p45

Arrêté ministériel de prescriptions générales applicable est l'arrêté du 27/03/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.	Justification de la conformité du site
<b>11. Surveillance du stockage</b>	
En dehors des heures d'exploitation du stockage, une surveillance du stockage, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence, notamment afin de transmettre l'alerte aux services d'incendie et de secours et de leur permettre l'accès.	Voir p45
<b>12. Remise en état en fin d'exploitation</b>	
<p>Outre les dispositions prévues au point 1.7, l'exploitant remet en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger et inconvénient. En particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;</li> <li>- les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux ou de provoquer un incendie ou une explosion sont vidées, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon elles sont neutralisées par remplissage avec un solide inerte. Le produit utilisé pour la neutralisation recouvre toute la surface de la paroi interne et possède une résistance à terme suffisante pour empêcher l'affaissement du sol en surface.</li> </ul>	Voir p46
<b>Annexe III : Règles techniques applicables en matière de vibrations</b>	

## 2 EAUX PLUVIALES

### 2.1 DIMENSIONNEMENT DU BASSIN TAMPON DE REGULATION DES EAUX PLUVIALES

Le dimensionnement du bassin tampon des eaux pluviales est basé pour un débit de fuite défini par le règlement d'assainissement de la ZA de Port Jérôme II (10 l/s/ha). Ce débit de fuite autorisé est défini dans le cahier des charges de cession (joint en annexe 1) et confirmé dans l'étude hydraulique pour l'aménagement des ouvrages de gestion des eaux pluviales de la ZAC de Port Jérôme 2 réalisée par le cabinet Ingetec en 2011.

Le dimensionnement est basé sur la méthode dite des pluies.

La surface active correspond aux voiries, parking et toitures.

Surface active : 15.1978 m².

Surface totale : 2.1025 ha

#### **ZONE à AMENAGER :**

SURFACE ACTIVE : 15 197,8m²

VOLUME à STOCKER =  $569 \times S_T^{1.19} \times Q_r^{0.19} \times (0.7 \times C_{imp} + 0.3)^{1.19}$

avec  $S_T$  (SURFACE TOTALE) = 2.1025 Ha       $C_{imp} = SURFACE ACTIVE / S_T = 0.7228$

Volume du bassin tampon = 604 m³.

Le bassin tampon projeté est de 700 m³ est donc suffisant.

Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 85
A1807.142		

## 2.2 PRE - DIMENSIONNEMENT DES SEPARATEURS A HYDROCARBURES

Le dimensionnement des séparateurs hydrocarbures fait référence aux Normes NF EN 858-1 et NF EN 858-2 et à la note du Centre d'Innovation pour le développement durable et l'environnement dans les petites entreprises (CNIDEP).

Les séparateurs seront installés pour traiter les eaux de pluie provenant des voiries découvertes ; il n'y a pas d'aire de distribution de carburant ni d'aire de lavage de véhicules ni d'Atelier de mécanique : nous sommes donc dans le cas d'un déversement de catégorie b. Le rejet des eaux après traitement se fait dans le bassin de rétention étanche puis dans le fossé Sud : la teneur résiduelle en hydrocarbures après traitement sera de 5 mg/l (classe 1).

Le dimensionnement est donné par la formule :

$TN = (Q_r + F_x \cdot Q_s) F_d \cdot 0.20$  ( traitement en amont du bassin limité à 20% de la pluie décennale)

TN Taille Nominale du séparateur

$Q_r$  = Débit maximum des eaux de pluie en entrée de séparateur

$Q_s$  = débit des eaux usées de production (aire de lavage etc..) ici  $Q_s=0$

$F_x$  Facteur relatif à la nature du déversement : en déversement de catégorie b  $F_x=0$

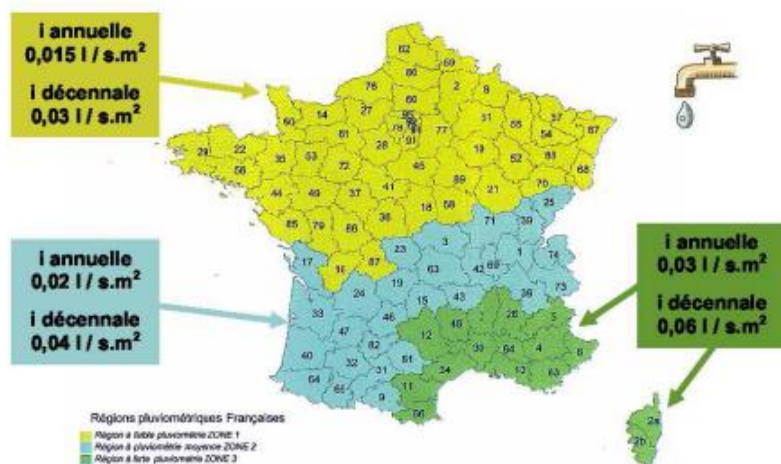
$F_d$  = facteur relatif à la masse volumique des hydrocarbures ici  $F_d=1$

En application de la Norme NF EN 752 on trouve :  $Q_r = K \cdot i \cdot A$  avec :

$K$  = coefficient de ruissellement on prendra  $K=0,9$  pour les voiries étanches

$i$  = intensité de pluie en l/s/m<sup>2</sup> ; en zone 1 on retient  $i=0.03$  l/s/m<sup>2</sup> ( Intensité décennale)

$A$  = superficie drainante en m<sup>2</sup> (voirie lourde + voirie légère)



La taille de la partie débourbeur est donnée par la formule suivante :

$$S = 100 \cdot TN / F_d$$

Avec pour hypothèse, une surface active totale de 15197.8 m<sup>2</sup>, et qui comprend la surface du bâtiment, la surface susceptible de drainer des eaux polluées par des hydrocarbures est d'environ 9200 m<sup>2</sup>.

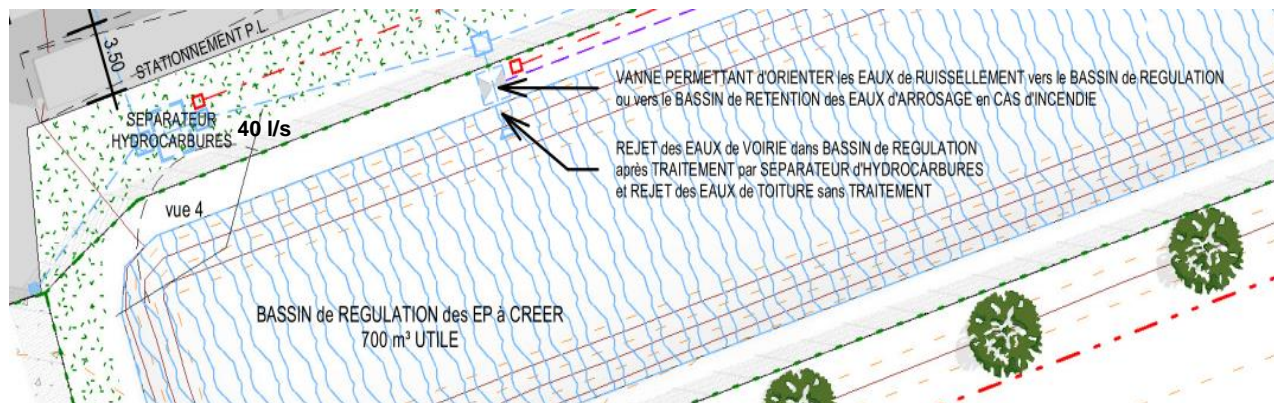
Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 86
A1807.142		



Cette surface est divisée en 2 bassins versant, le plus petit coresspond à la surface sur les cotés et devant les quais Sud, et devant la réserve incendie, soit de l'ordre de 2500 m<sup>2</sup>. La surface du plus grand bassin versant est donc de l'ordre de 6700 m<sup>2</sup>.

On obtient alors pour la partie Nord et Ouest :

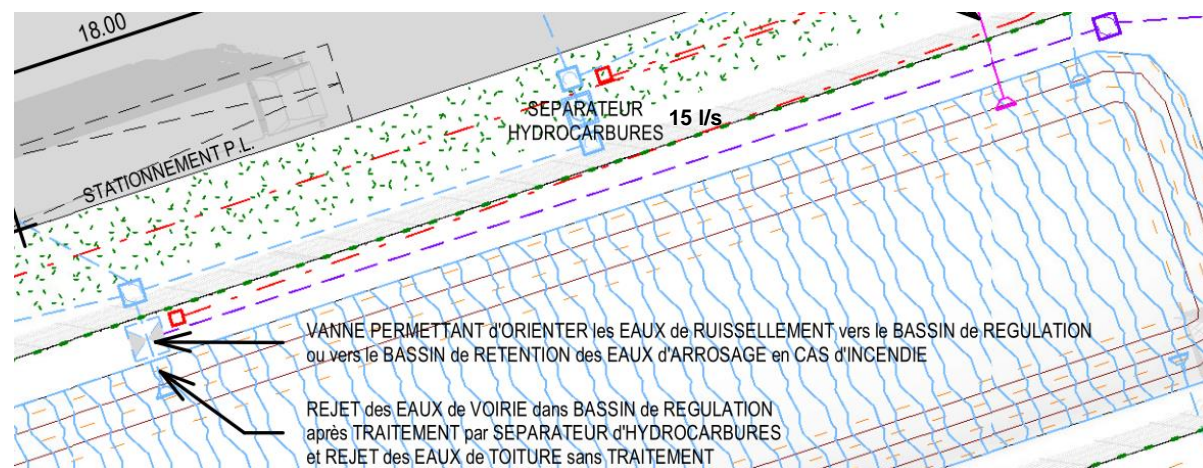
TN = 36 l/s (on prendra 40 l/s ) et TN = 4000 l soit 4.0 m<sup>3</sup>



**Figure 15 : Traitement des eaux de voiries du Nord et de l'Ouest du bâtiment**

On obtient pour la partie Sud :

TN = 13.5 l/s (on prendra 15 l/s ) et TN = 1500 l soit 1.5 m<sup>3</sup>

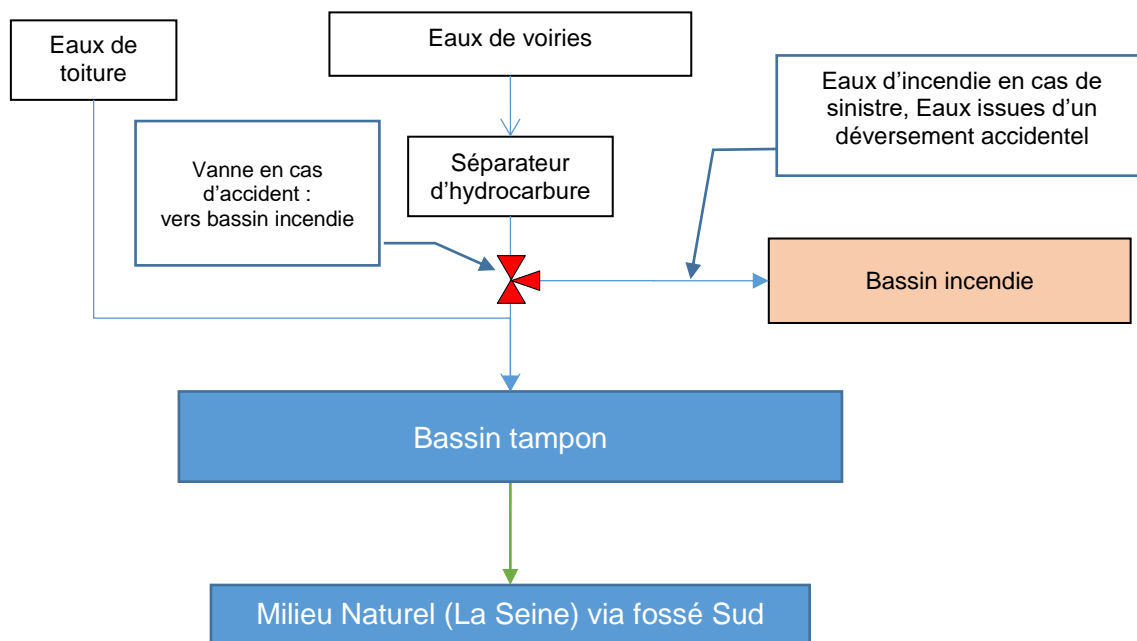


**Figure 16 : Traitement des eaux de voiries du Sud du bâtiment**

Les eaux de toitures seront reprises par des descentes situées aux angles Sud-Est et Sud-Ouest. Elles transiteront ensuite dans un réseau enterré pour rejoindre le bassin dimensionné pour respecter le débit de fuite retenu (21 l/s).

Enregistrement	SECURIT Ingénierie	Page 87
A1807.142	1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	

Les eaux de surface des voiries destinées à la circulation des véhicules seront collectées par des regards à grille. Ces eaux transiteront par 2 débourbeurs/séparateurs d'hydrocarbures avant de rejoindre les eaux pluviales de toiture dans le bassin tampon.





### 3 ETUDE FLUMILOG

#### 3.1 OUTIL DE MODELISATION

Pour calculer les distances d'effets d'un incendie d'une ou plusieurs cellules, la méthode FLUMilog a été utilisée. Cette méthode concerne principalement les entrepôts entrant dans les rubriques 1510 ; 1511 ; 1530 ; 2662 et 2663 de la nomenclature ICPE et plus globalement aux rubriques comportant des combustibles solides.

De fait, la méthode développée permet de modéliser l'évolution de l'incendie depuis l'inflammation jusqu'à son extinction par épuisement du combustible. Elle prend en compte le rôle joué par la structure et les parois tout au long de l'incendie : d'une part lorsqu'elles peuvent limiter la puissance de l'incendie en raison d'un apport d'air réduit au niveau du foyer et d'autre part lorsqu'elles jouent le rôle d'écran thermique plus ou moins important au rayonnement avec une hauteur qui peut varier au cours du temps. Les flux thermiques sont donc calculés à chaque instant en fonction de la progression de l'incendie dans la cellule et de l'état de la couverture et des parois.

La méthode permet également de calculer les flux thermiques associés à l'incendie de plusieurs cellules dans le cas où le feu se propagerait au-delà de la cellule où l'incendie a débuté. En effet, en fonction des caractéristiques des cellules, des produits stockés et des murs séparatifs, il est possible que l'incendie généralisé à une cellule se propage aux cellules voisines.

Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 89
A1807.142		

## 3.2 DONNEES D'ENTREE

### 3.2.1 CONDITIONS DE STOCKAGE

	Dimensions cellule				Palettes dimensions			Racks							Entrepôt		
	longueur (en m)	largeur (en m)	Longueur préparation (en m)	largeur allée façade opposée aux quais (en m)	Longueur (en m)	largeur (en m)	Hauteur (en m)	profondeur rack double (en m)	nb de rack double	nb de rack simples	Largeur des allées (en m)	Hauteur maximum de stockage	nb de niveaux	nb de palettes par emplacement	Rubriques ICPE	Nombre palettes	Volume
Cellule A	50	60	7.9	0	1.2	0.8	1.5	2.4	9	2	3.60	8.2	5	3	1510 / 1530 / 1532 / 2662 / 2663	4 800	6912 m3
Cellule B	50	60	7.9	0	1.2	0.8	1.5	2.4	9	2	3.60	8.2	5	3		4 800	6912 m3
															TOTAL	9600	13824 m3

Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 90
A1807.142		

### 3.2.2 STRUCTURE DES CELLULES

Type de données		Valeur								
Hauteur moyenne des cellules <sup>(1)</sup> en m		9.2								
Résistance au feu des poutres		60 min								
Résistance au feu des pannes		60 min								
Couverture type		Métallique multicouches								
Désenfumage		2%								
Parois		Structure support	Résistance en min	Composant 1	E I Y	Composant 2	E I Y	Nb de portes de quai	Dimensions portes de quai	Commentaires
Cellule A	Sud	Poteaux béton	120 min	Béton armé / cellulaire	120 min	Choix liste déroulante	Choix liste déroulante			
	Nord	Poteaux béton	120 min	Béton armé / cellulaire	120 min	Bardage double peau	15 min	6	5x(2.6 x 3) + 1x(4 x 4.5)	béton sur 4,5 m / bardage sur 7,8 m
	Ouest	Poteaux béton	120 min	Béton armé / cellulaire	120 min	Bardage double peau	15 min			béton sur 4,5 m / bardage sur 7,8 m
	Est	Poteaux béton	120 min	Béton armé / cellulaire	120 min	Choix liste déroulante	Choix liste déroulante			
Cellule B	Sud	Poteaux béton	120 min	Béton armé / cellulaire	120 min	Béton armé / cellulaire	15 min	6	5x(2.6 x 3) + 1x(4 x 4.5)	béton sur 4,5 m / bardage sur 7,8 m
	Nord	Poteaux béton	120 min	Béton armé / cellulaire	120 min	Choix liste déroulante	Choix liste déroulante			
	Ouest	Poteaux béton	120 min	Béton armé / cellulaire	120 min	Bardage double peau	15 min			béton sur 4,5 m / bardage sur 7,8 m
	Est	Poteaux béton	120 min	Béton armé / cellulaire	120 min	Choix liste déroulante	Choix liste déroulante			

(1) Hauteur moyenne afin de connaître le volume d'oxygène dans la cellule

Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 91
A1807.142		

### 3.3 RESULTATS

Les effets thermiques d'un incendie sont évalués par la détermination des distances :

- ☞  $d_3$  correspondant à un flux thermique reçu de  $3 \text{ kW/m}^2$ .
- ☞  $d_5$  correspondant à un flux thermique reçu de  $5 \text{ kW/m}^2$  ;
- ☞  $d_8$  correspondant à un flux thermique reçu de  $8 \text{ kW/m}^2$  ;

N.B : Lorsque la longueur de la zone de préparation est supérieure à la hauteur de la cellule, alors il n'y a pas de flux thermiques au droit de cette zone de préparation

On distingue les flux au travers des portes de quai. Dans l'environnement proche de la flamme, le transfert convectif de chaleur ne peut être négligé. Il est donc préconisé pour de faibles distances d'effets comprises entre 1 et 5 m de retenir une distance d'effets de 5 m.

Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 92
A1807.142		

### 3.3.1 INCENDIE CELLULE UNIQUE

Les rapports FLUMillog sont présentés en annexe.

#### 3.3.1.1 Cellule A

Distance des seuils d'effets thermiques	Façade Nord	Façade Sud	Façade Est	Façade Ouest
<b>1510 – RACK -durée : 114 min</b>				
$d_3$	28 m	12 m	11 m	23 m
$d_5$	18 m	Non atteint	Non atteint	14 m
$d_8$	6 m (portes)	Non atteint	Non atteint	Non atteint
<b>1511 – RACK -durée : 115 min</b>				
$d_3$	22 m	Non atteint	Non atteint	19 m
$d_5$	12 m	Non atteint	Non atteint	9 m
$d_8$	5 m (portes)	Non atteint	Non atteint	Non atteint
<b>2662 – RACK -durée : 95 min</b>				
$d_3$	40 m	16 m	15 m	23 m
$d_5$	28 m	5 m	17 m	5 m
$d_8$	15 m	Non atteint	Non atteint	13 m

#### 3.3.1.2 Cellule B

Distance des seuils d'effets thermiques	Façade Nord	Façade Sud	Façade Est	Façade Ouest
<b>1510 – rack -durée : 115 min</b>				
$d_3$	12 m	28 m	11 m	23 m
$d_5$	Non atteint	18 m	Non atteint	14 m
$d_8$	Non atteint	6 m (portes)	Non atteint	Non atteint
<b>2662 – rack -durée : 95 min</b>				
$d_3$	16 m	40 m	15 m	23 m
$d_5$	5 m	28 m	17 m	5 m
$d_8$	Non atteint	15 m	Non atteint	13 m

#### 3.3.1.3 Conclusions cellule unique

Cas des cellules en 1510 : la zone des effets irréversibles est circonscrite dans les limites de propriété. A fortiori les zones d'effets létaux sont dans les limites du site.

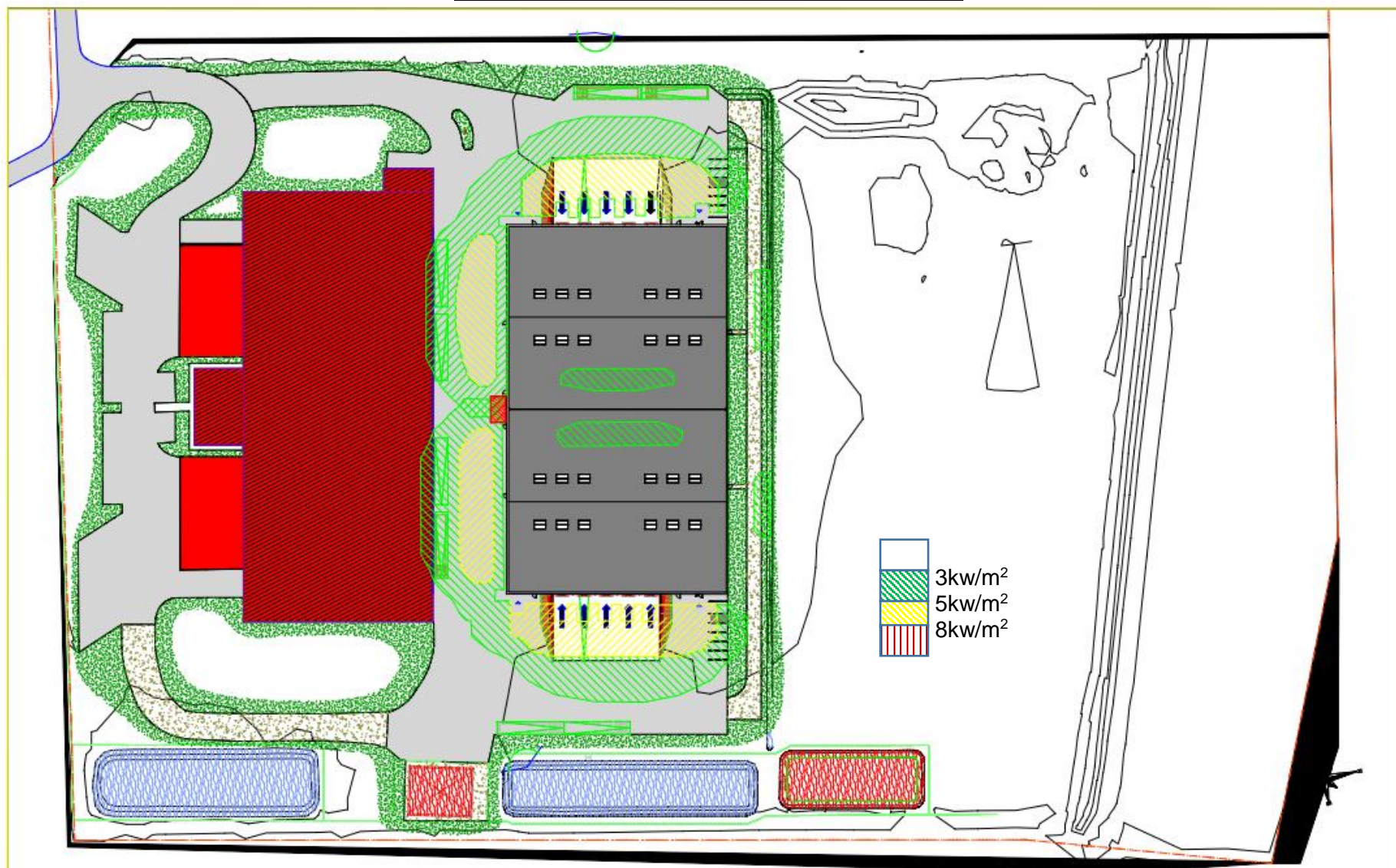
Cellule A en 1511 : la zone des effets irréversibles est circonscrite dans les limites de propriété. A fortiori les zones d'effets létaux sont dans les limites du site.

Cas des cellules en 2662 : la zone des effets irréversibles est circonscrite dans les limites de propriété. A fortiori les zones d'effets létaux sont dans les limites du site.

Ces conclusions sont conformes au point 2 de l'arrêté du 11 avril 2017.

Les résultats des modélisations correspondantes sont présentés ci-après :

Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 93
A1807.142		

Enveloppe des zones de dangers rubrique 1510

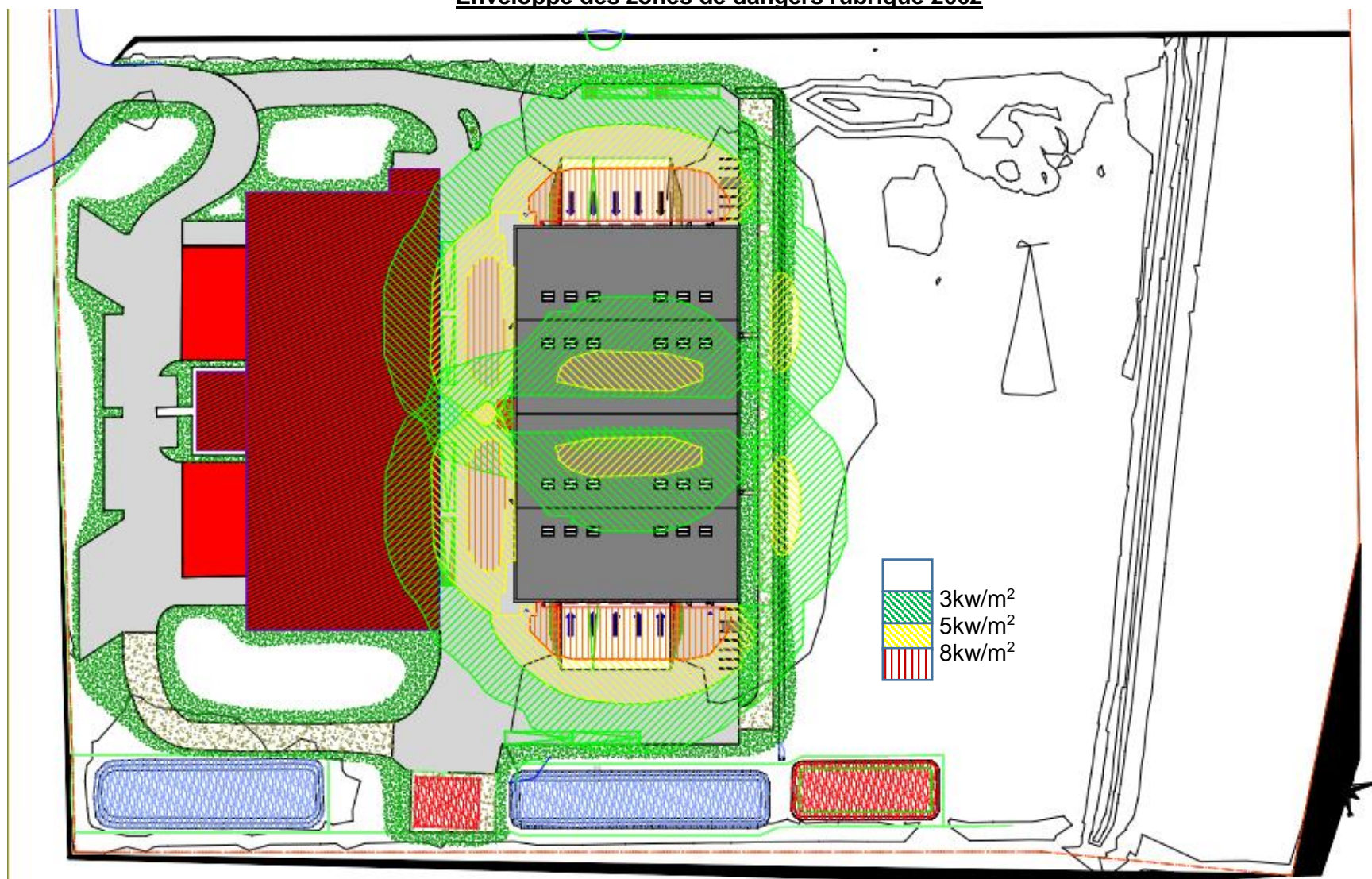
Enregistrement

A1807.142

SECURIT Ingénierie  
1690 rue Aristide Briand – BP 62  
76650 Petit Couronne

Page 94



Enveloppe des zones de dangers rubrique 2662

Enregistrement

A1807.142

SECURIT Ingénierie  
1690 rue Aristide Briand – BP 62  
76650 Petit Couronne

Page 95

### 3.3.2 2 CELLULES

Conformément à la Circulaire BRTICP/2009-48/CBO du 08/07/09 relative à la maîtrise de l'urbanisation autour des entrepôts soumis à autorisation, nous avons étudié l'incendie de 2 cellules adjacentes en tenant compte dans la modélisation des effets atténuateurs des écrans thermiques des cellules adjacentes uniquement s'ils sont REI 120.

Les modélisations FLUMilog montrent qu'il n'y a pas de risque de propagation à la cellule voisine car l'incendie d'une cellule dure au maximum 115 min pour un mur ayant une résistance de 120 min.

**Ainsi, la zone de dangers de l'incendie de 2 cellules est l'enveloppe des zones de dangers des cellules considérées individuellement (résultats FLUMilog).**

Les rapports FLUMilog sont également fournis en annexe.

Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 96
A1807.142		



## 4 NOTE DE CALCUL D9 ET D9A

### 4.1 BESOINS EN EAUX

Les besoins en eau ont été évalués à partir du document technique D9 « guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eaux d'extinction pour la lutte extérieure contre l'incendie » établi par l'INESC, la FFSA et le CNPP.

FEUILLE DE CALCUL SELON D9		
	stockage	
<b>hauteur de stockage en m</b>	8	
coefficient	0.1	
<b>type de construction</b>		O/N
stable au feu >= 1h	-0.1	o
stable au feu >= 30 min	-	n
stable au feu < 30 min	-	n
coefficient	-0.1	
<b>intervention</b>		
accueil 24h/24h	-	
DAI reportée 24/24	-0.1	
service sécurité incendie	-	
coefficient	-0.1	
somme des coef	-0.1	
1+somme	0.9	
<b>surface de référence en m2</b>	2846 m2	
Qintermédiaire 1	154 m3/h	
<b>caractéristique du risque 1, 2 ou 3</b>	2	
Qintermédiaire 2	231 m3/h	
<b>sprinklage</b>		O/N
réponse >	231 m3/h	n
débit requis	231 m3/h	
débit corrigé	240 m3/h	

Ces besoins seront couverts par :

- 1 poteau incendie déjà existant et positionné au Nord Ouest du projet,
- 1 réserve incendie existante de 300 m<sup>3</sup>, et positionnée au Sud-Ouest de la future extension.

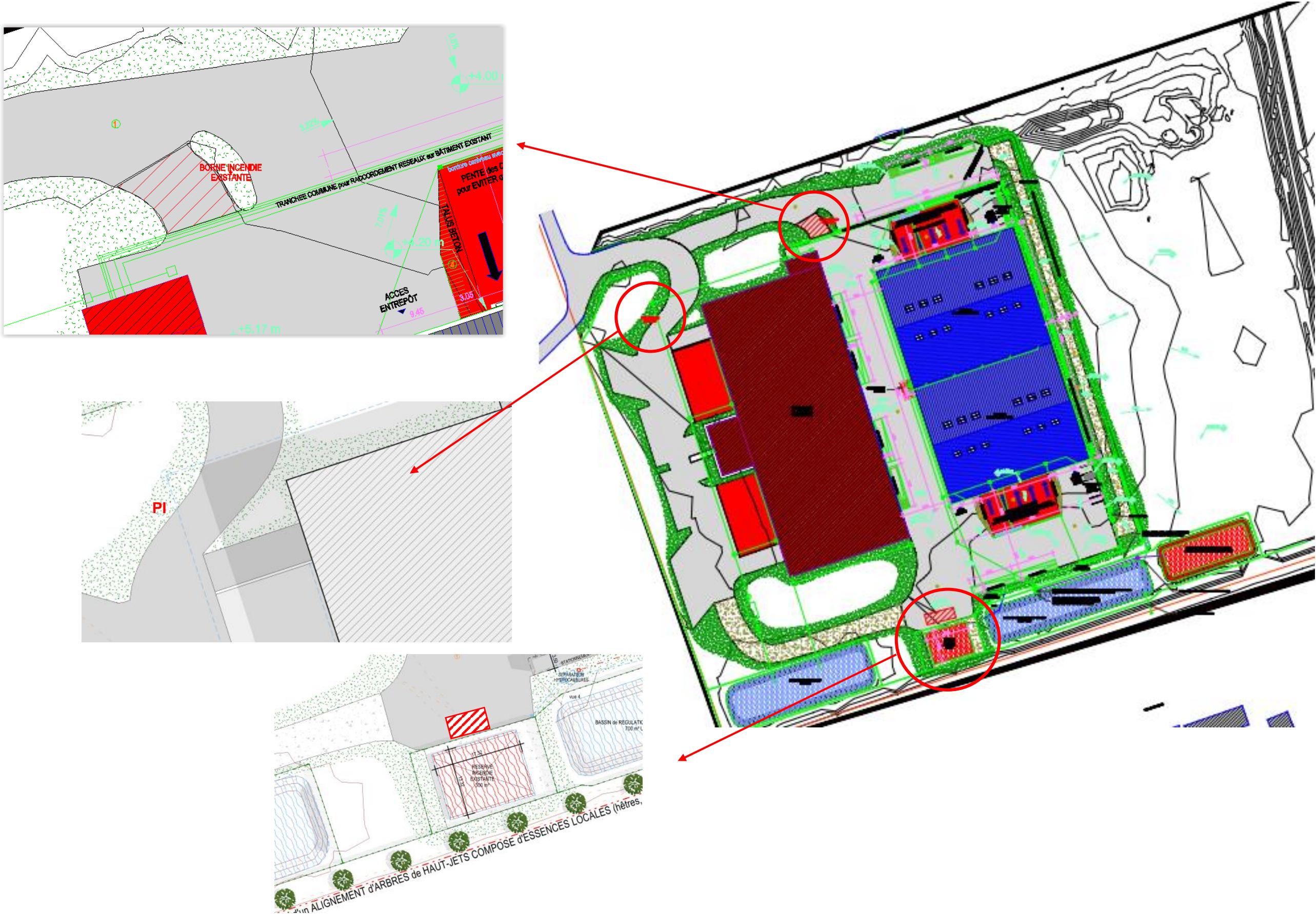
Un second poteau incendie est situé à l'angle Nord-Ouest du bâtiment existant.

Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 97
A1807.142		

Le poteau incendie est positionné de manière à ce que la cellule A soit défendue en étant située à moins de 100 mètres de l'accès du bâtiment considéré. Le poteau est situé sur un terre-plein d'emprise relativement réduite et implanté sur les voiries de desserte. Il est donc moins de 5 mètres d'une voie carrossable.

La réserve incendie et l'aire de stationnement associée est située à moins de 100 m de l'accès de la cellule B.

<i>Enregistrement</i>	<i>SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne</i>	<i>Page 98</i>
<i>A1807.142</i>		





## 4.2 RETENTION DES EAUX INCENDIE

Les besoins de rétention ont été évalués à partir du document technique D9A « guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction » établi par l'INESC, la FFSA et le CNPP.

La capacité de rétention des eaux d'incendie est au moins égale à la quantité d'eau nécessaire pendant deux heures de lutte contre l'incendie sur la base du débit nécessaire, calculé d'après la note technique D9. Des volumes supplémentaires, liés aux intempéries ou à la présence de moyen d'extinction automatique, seront pris en compte.

Hypothèses : 10 % du stock en nombre de palettes est constitué de liquide. Une palette représente environ 860 l de liquide.

### FEUILLE DE CALCUL SELON D9A

<b>besoin lutte externe (D9) *2h</b>	<b>480 m3</b>
<b>sprinklage (réserve ou besoin * temps de fonctionnement)</b>	
besoin en m3/h	0
temps de fonctionnement en h	0
volume de la réserve principale	0
volume à retenir	<b>0 m3</b>
<b>rideau d'eau (besoins en m3/h * 90 min)</b>	
besoins	0
volume à retenir	<b>0 m3</b>
<b>intempéries</b>	
surface de drainage en m2	15197.8
volume à retenir	<b>152 m3</b>
<b>stock liquide</b>	
plus grand volume en m3	0
volume à retenir	<b>0 m3</b>
 volume total de rétention	 <b>632 m3</b>

Surface de drainage : bâtiment (0.6 ha + voiries : 0.92 ha) soit environ 15200 m<sup>2</sup>.

Cette rétention sera réalisée dans un bassin étanche de 640 m<sup>3</sup>,

Le confinement du bassin étanche, sera assuré, par l'actionnement d'une vanne en amont de la sortie commune des 2 réseaux d'eaux de voirie vers le bassin tampon des eaux pluviales. Cette vanne orientera les eaux collectées vers le bassin des eaux d'incendie spécialement dédié. L'actionnement de cette vanne pourra être assuré par un asservissement à la détection incendie. Elle pourra par ailleurs être actionnée manuellement.

Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 100
A1807.142		

## 5 RISQUE Foudre

Une analyse du risque foudre a été réalisée par SYNELIOS (certifié Qualifoudre n° 1123122140091). Elle figure en annexe. Son rédacteur a une attestation QUALIFOUDRE de niveau 2 délivrée par l'INERIS en juillet 2017. Ce certificat est valable jusqu'en juillet 2020.

### 5.1 ANALYSE DU RISQUE Foudre

Dans le cas d'une installation industrielle, l'obligation réglementaire porte sur l'évaluation du « Risque Humain ». Dans le cas de ce bâtiment, le niveau de Risque R1 tolérable (RT) est défini pour  $RT = 10^{-5}$ .

L'Analyse du Risque Foudre est réalisée suivant une « approche générale statistique », en décomposant ce Risque dans toutes ses composantes. Ces composantes caractérisent des types de blessures, de dommages, de défaillance en fonction des types d'impacts. Ces types d'impacts sont décrits ci-dessous :

- **Les impacts sur la structure :**

Risque RB : dommages physiques dus à un étincelage dans la structure (incendie, explosion...).

Ils ne sont pas retenus. La structure n'est pas en contact direct avec l'extérieur et la toiture du bâtiment.

- **Les impacts sur un service :**

Risque RU : blessures d'êtres vivants dues aux tensions de contact à l'intérieur de la structure.

Risque RV : dommages physiques dus à un étincelage entre une installation extérieure et les parties métalliques (généralement au point de pénétration de la ligne) dus au courant de foudre transmis par la ligne.

Ces impacts sont retenus par précaution (bien qu'il n'y ait aucun service entrant ou sortant de prévu).

L'étude a permis de définir les niveaux de protections à mettre en œuvre selon la législation et les normes en vigueur.

Les niveaux de protection à mettre en œuvre sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Structures à protéger	Protection primaire*	Protection secondaire**
Cellules A et B	Protection de Niveau IV	<b>Protection de niveau IV</b> sur les lignes suivantes: <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Entrée armoire principale de chaque cellule</li> <li>➤ Sortie vers l'extérieure (si existante)</li> <li>➤ Entrées télécommunications (TBT).</li> </ul>
Pour l'ensemble du site	<b>Mise en liaison équipotentielle avec la terre à réaliser pour les :</b>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Terres des bâtiments.</li> <li>○ Canalisations métalliques entrantes et sortantes des bâtiments.</li> </ul>	

Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 101
A1807.142		

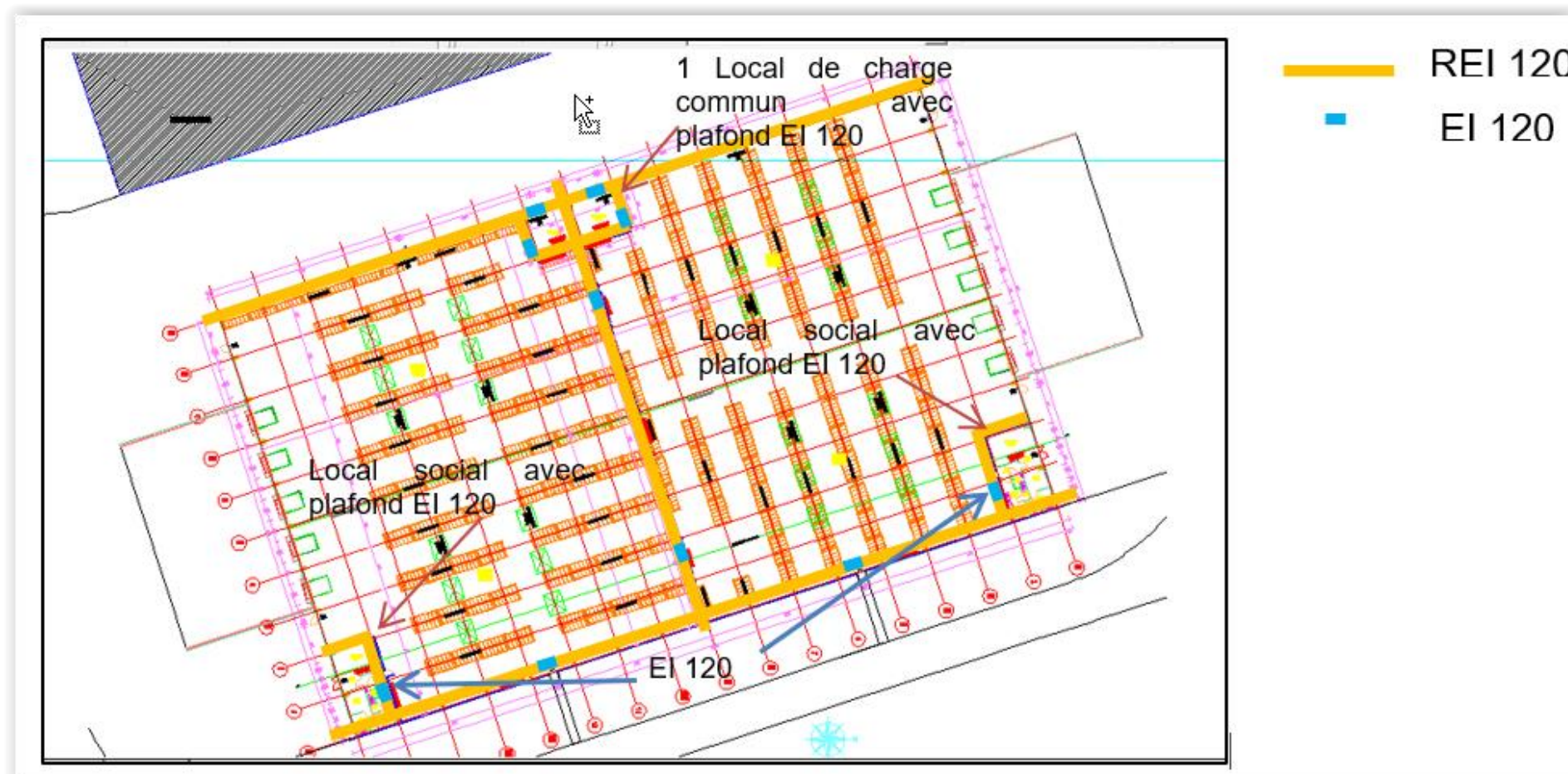
## 5.2 ETUDE TECHNIQUE

Cette étude sera réalisée lors de la phase exécution. L'Etude Technique devra définir aussi les mesures de prévention à mettre en place autour des activités à risques lors des périodes orageuses. Cette analyse est destinée à établir de manière déterministe, conformément à l'arrêté du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques industriels et modifié dans l'arrêté du 19 juillet 2011 et les circulaires d'application relatif à la foudre d'avril 2008, les nécessités réglementaires de protection contre les effets directs et indirects de la foudre.

Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 102
A1807.142		

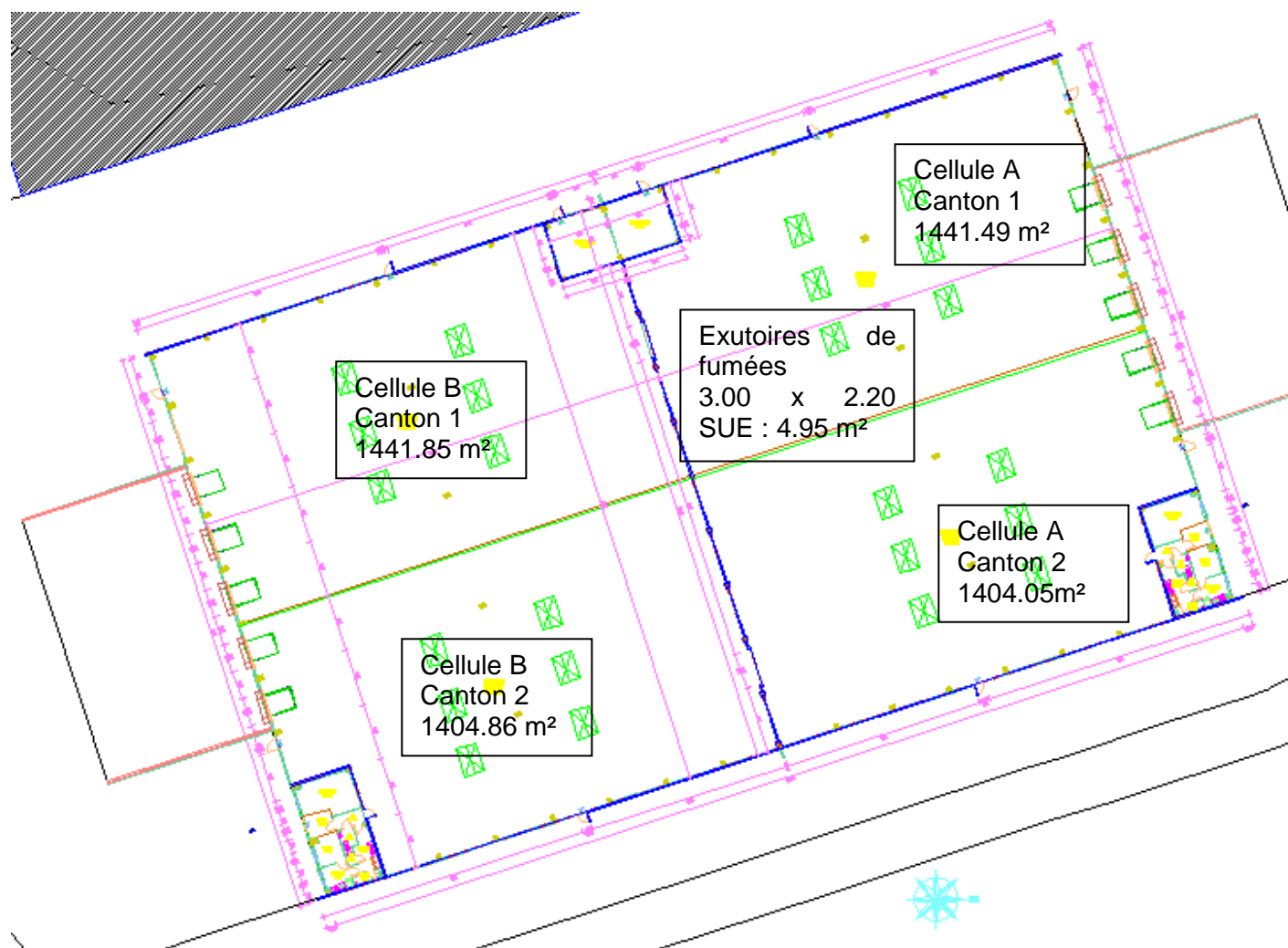


## 7 IMPLANTATION DES MURS REI120, PORTES EI120 ET PLAFONDS EI120

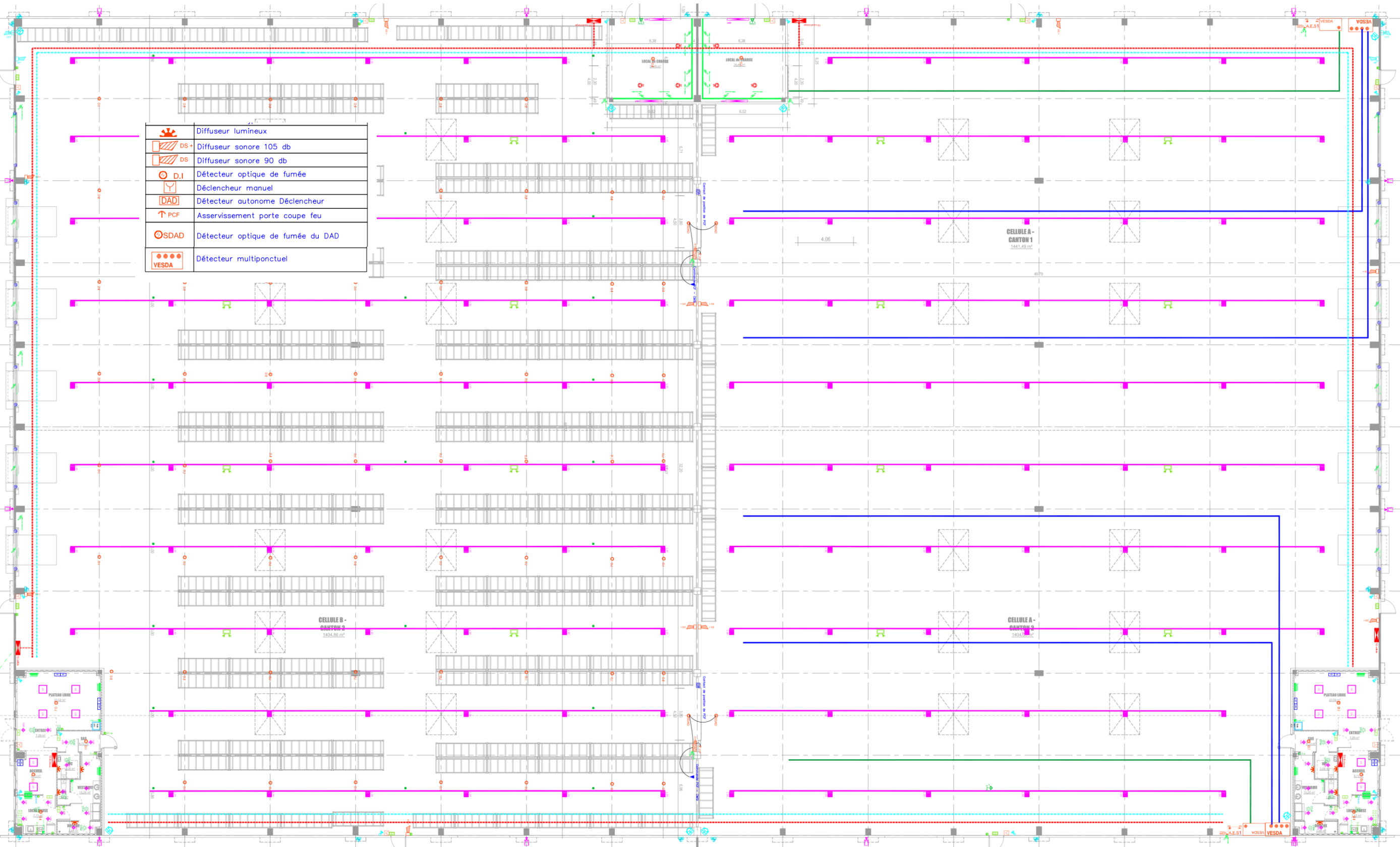




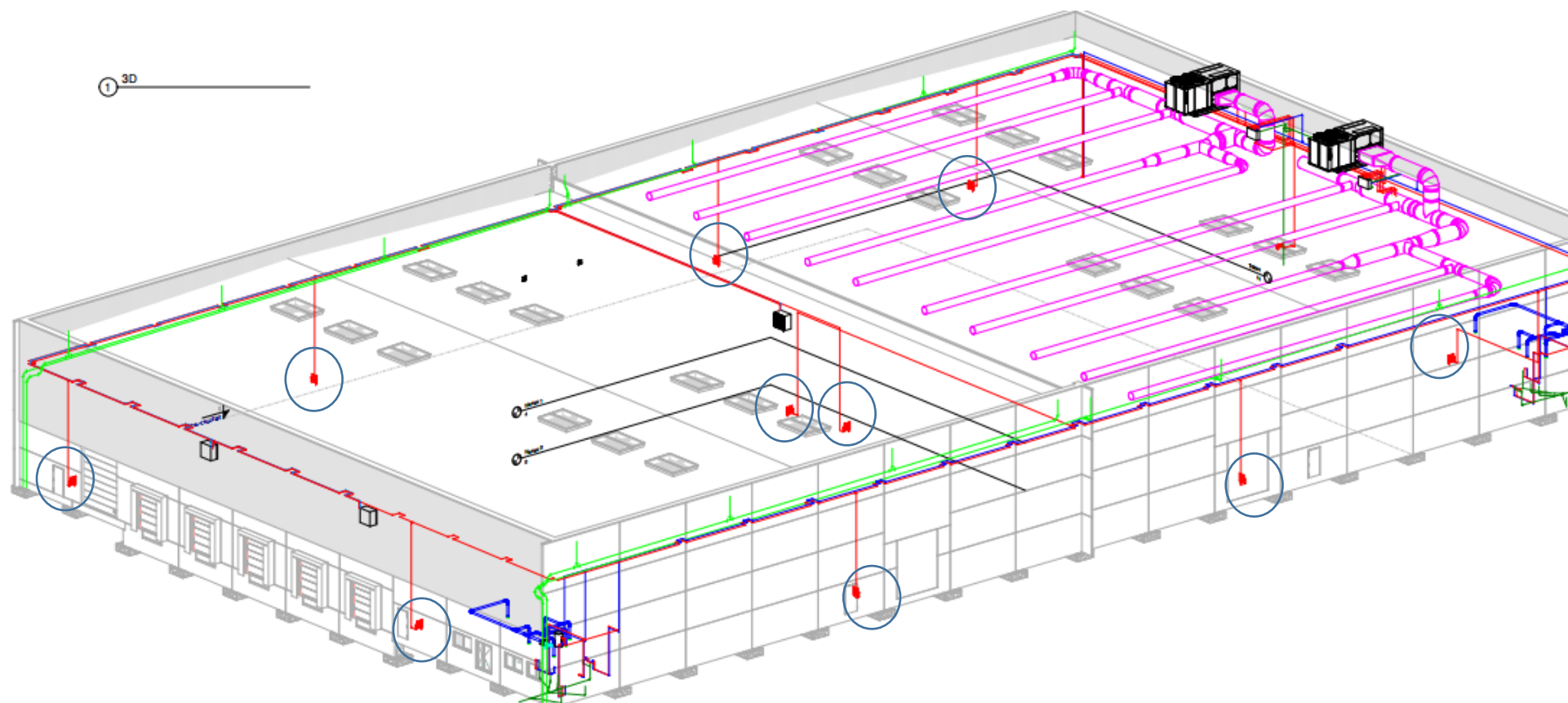
## 8 PLAN DES CANTONS DE DESENFUMAGE



9 RESEAU SSI



## 10 IMPLANTATION DES RIA (VUE 3D)



Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 107
A1807.142		